La Diaspora burundaise : Janvier 2015 à Decembre 2015

AGNEWS

Source des articles : RTNB.BI, ARIB.INFO , AGNEWS, burundinews.free.fr

=====
=====
JANVIER 2015
=====
=====

[BELGIQUE][POLITIQUE] [ADCIKIBIRI] [SECURITE] LETTRE DE PANCRACE CIMPAYE
AU PAPE FRANCOIS

Burundi news, le 21/01/2015

Pancrace CIMPAYE

Royaume de Belgique

Charleroi, le 21 janvier 2015

Sa Sainteté, Pape François

Palais Apostolique

00120 Cité du Vatican

Objet : Pour la mémoire des sœurs Olga Raschiatti,
Lucia Pulici et Bernadette Boggia, daignez intercéder
pour la libération du Journaliste burundais Bob Rugurika.

Très Saint Père,

Le 7 septembre 2014 à 16 heures, les sœurs italiennes Olga Rachietti et Lucia Pulici de la paroisse Guido Maria Conforti de Kamenge dans l'archidiocèse de Bujumbura en République du Burundi, ont été lâchement égorgées comme du bétail. A 2 heures du matin, le 8 septembre 2014, une troisième sœur italienne, Bernadette Boggia, a elle aussi été égorgée sous l'œil vigilant et complice de la police burundaise qui sécurisait les lieux depuis le premier acte ignoble.

Le gouvernement du Burundi, par la voix du Premier Vice-président de la République et du porte parole du Gouvernement a versé des larmes de crocodile et a par la suite désigné sciemment un faux coupable, de surcroît détraqué mental. C'est ainsi que la Radio Publique Africaine, la radio la plus écoutée au Burundi, dirigée par le journaliste Bob Rugurika, a entamé des investigations pour mettre à nu la triste vérité et le véritable visage des assassins et commanditaires de cet acte odieux.

Au terme de ces investigations, il est apparu que le patron des services secrets burundais de l'époque, le Lieutenant Général Adolphe Nshimirimana, bras droit du Président de la République Pierre Nkurunziza, est au cœur de cette décapitation des trois sœurs italiennes. Depuis quelques jours, la Radio Publique Africaine publie le film des événements de cet acte barbare. La grande majorité du peuple burundais meurtri par cet acte ignoble qui renvoie une image hideuse du Burundi salut chaleureusement ces révélations qui donnent les noms des bourreaux de ces trois sœurs.

En revanche les bourreaux démasqués sont confondus et furieux. C'est ainsi qu'ils viennent d'ordonner ce mardi 20 janvier 2015, l'arrestation arbitraire du Directeur de cette Radio Publique Africaine, Monsieur Bob Rugurika.

Très Saint Père,

Par la présente, j'ai l'honneur de m'adresser à votre Sainteté afin de vous implorer d'intercéder au près du Gouvernement burundais pour que le journaliste Bob Rugurika, directeur de la Radio Publique Africaine soit relâché sans condition et que les véritables assassins des trois sœurs Olga Raschietti, Lucia Pulici et Bernadette Boggia soient traduits en justice.

A travers votre Sainteté, j'interpelle le parlement Italien afin que lui aussi se penche sur la décapitation de ses trois citoyennes italiennes. L'impunité de ce crime odieux autorise les mêmes bourreaux à récidiver surtout en ce moment où le Burundi fait face à une fièvre électorale de tous les dangers. Pour la mémoire de nos sœurs disparues et pour la protection des survivants burundais, plaidez pour la libération de Bob Rugurika et pour la répression de ce crime d'un autre âge.

Pour terminer, je demanderais à votre Sainteté, de continuer à prier pour le Burundi qui entre dans une zone de turbulence électorale dès le premier semestre de cette année et sollicite votre paternelle bénédiction.

Que votre Sainteté soit assurée de mon respect le plus profond.

Votre dévoué et humble serviteur,

Pancrace CIMPAYE,

Chrétien de l'unité pastorale de Charleroi

Eglise Saint Antoine

Diocèse de Tournai

=====
=====

[BELGIQUE] [SOCIETE CIVILE][POLITIQUE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] Un nouveau venu dans le paysage associatif de la Diaspora burundaise

@rib News, 31/01/2015 Un nouveau venu dans le paysage associatif de la Diaspora burundaise

COMMUNIQUE DE PRESSE : LA DIASPORA BURUNDAISE MARQUE UN PAS EN AVANT

Sur l'initiative des diasporas burundaises de Belgique, de la France, de la Norvège, du Royaume-Uni et de la Suède, il a été fondé entre elles une association ayant pour nom « FORUM DES DIASPORAS BURUNDAISES » en sigle FODIB.

D'emblée, ce Forum a pour but de marquer un pas de plus (One More Step) dans la concertation, la coopération et surtout la coordination des actions des diasporas burundaises pour une meilleure efficacité de leurs initiatives de solidarité entre elles et pour l'intérêt du peuple burundais.

Le FORUM des Diasporas Burundaises est né à la suite d'une rencontre entre les représentants des diasporas burundaises (Belgique, France, Norvège, Royaume Uni et Suède) en date du 24 janvier 2015 à Paris en France.

Parmi les objectifs du FODIB, on note, entre autres, ceux de proposer des initiatives communes pour ces diasporas en faveur du Burundi, défendre les droits de l'homme et les droits humains, soutenir toutes les associations indépendantes locales qui poursuivent les mêmes buts, défendre les droits et les intérêts des Burundais de la diaspora burundaise.

Contribuer dans des projets communs de solidarité avec le peuple burundais fait partie intégrante des objectifs du Forum.

Dans ce contexte, le FODIB va encourager des synergies complémentaires et convergentes entre les associations burundaises se trouvant dans les pays ayant une diaspora membre du FORUM et constituer un réseau d'échange d'expertises et de diffusion de compétences entre les Burundais de la diaspora et le peuple burundais dans son ensemble.

Au sortir de la rencontre, le siège social est fixé à Paris en France et pourra être transféré dans un des pays ayant une diaspora membre par simple décision du conseil d'administration.

L'association FODIB s'est doté des organes : le conseil d'administration composé de 3 membres par pays dont au moins une femme et le bureau composé du Président, du Vice-président, du Secrétaire Général, du Trésorier et du Conseiller avec un mandat de 3 ans renouvelables.

Sont membres du bureau :

Président : Oscar Butare(Suède)

Vice-président: Fred Ngamiye (Royaume-Uni)

Secrétaire Général: Athanase Bakunda (Belgique)

Trésorière: Jeanne Sindabokoka (France)

Conseiller: Vital Ngendakuriyo (Norvège)

Sont membres fondateurs du FODIB, les personnes morales représentant des diasporas burundaises ayant participé à la rencontre du 24 janvier 2015.

À la clôture de la réunion, il a été convenu entre les délégations présentes que le fonctionnement sera décrit dans le règlement d'ordre intérieur qui sera rédigé par le bureau et approuvé par le conseil d'administration.

Fait à Paris, le 24 janvier 2015

Pour le FODIB

Oscar Butare

Président

=====

=====

FEVRIER 2015

=====

=====

[BELGIQUE] [CULTURE] Burundi-Culture/Diaspora: Le Blues-man Jazz Désiré Ntemere au BOOGIE FUSION à Anvers

A Anvers (Belgique), vendredi 27 Février 2015 à 20h30, l'artiste Geneviève Dartevelle (harmonicas) se produisait à la Soirée BOOGIE FUSION avec : -TRIOGENE, trio avec Renaud Patigny (Piano), et Eric Brisfer (batterie) à la Salle Zuiderkroon, au Vlaamsekaai N°81, 2000 Antwerpen.

Geneviève Dartevelle était accompagnée de son groupe de musiciens comprenant l'artiste blues man Jazz burundais Désiré Ntemere.

La finale 'Boogie Fusion' était enflammée ...

DAM, NY, AGNEWS, le lundi 2 mars 2015

=====

=====

[BELGIQUE] [SOCIETE CIVILE][POLITIQUE][UPRONA] Suite à notre article, l'asbl DBB s'est retirée des consultations de Bruxelles

@rib News, 11/02/2015

Communiqué de la Diaspora Burundaise de Belgique (DBB asbl) par rapport à l'article : Hold-up sur la représentation de la Diaspora burundaise paru sur le site ARIB

Depuis ce 11 février 2015, à Bruxelles, plus précisément à Thon Hôtel EU de Bruxelles, se tient une réunion regroupant certains membres de la Diaspora, les représentants du ministère burundais des Relations extérieures et de la Coopération internationale, avec l'appui de Migration EU expertise (MIEUX), une initiative conjointe de l'Union européenne (UE) et d'International Centre for Migration Policy Développement (ICMPD).

Comme le précise le site arib, « L'objectif principal de cette activité est de donner l'opportunité aux organisations de la diaspora de participer au processus de réflexion sur le cadre politique et faire part de leurs avis quant à son contenu, ce qui est primordial afin d'en assurer la durabilité et la transparence. », un sujet qui ne manque pas d'attrait pour la DBB mais dont les préparatifs ont été entachés d'irrégularités à notre humble avis, on ne le dira jamais assez. Mais la n'est pas le but majeur de notre communiqué.

Sans polémiquer ni trop entrer dans les détails, le but du présent communiqué est de lever les confusions et les amalgames concernant la préparation et la participation de la Diaspora Burundaise

de Belgique asbl dans cette rencontre mais également rejeter toute allégation de rapprochement ou de collaboration avec certaines associations, l'AIDBU en l'occurrence.

En effet, le manque de transparence et le flou entretenu autour du choix des quelques organisations sur les dizaines, voire centaines, qui œuvrent au sein de la Diaspora burundaise dans son ensemble, accrédite la thèse d'une opération orchestrée à partir de Bujumbura, et dont on ignore encore les tenants et aboutissants, avec la complicité de deux ou trois associations prétendument présentées comme étant les « Représentants de la diaspora burundaise en Europe » persiste et signe le site ARIB.

Le DBB porte à la connaissance du public et plus particulièrement à ses membres qu'elle n'a jamais été associée à ces préparatifs mais qu'elle a rattrapé le processus en cours pour demander de ne pas être exclu de cette rencontre via les responsables de l'Initiative conjointe de l'Union européenne (UE) et d'International Centre for Migration Policy Développement (ICMPD) qui d'ailleurs a à peine accordé une seule place en précisant que le délégué de la DBB n'aura pas droit au per diem accordé aux autres représentants.

La DBB asbl est par contre d'accord avec l'article du site arib sur le manque de transparence du ministère burundais des Relations extérieures et de la Coopération internationale dans les préparatifs de cette rencontre et dans la désignation des représentants de la Diaspora.

C'est pour cela que la DBB s'est retirée de la participation à cette rencontre et se désolidarise de toute personne, membre de cette association (DBB asbl) qui aurait pris part dans ces préparatifs ou prendrait part à cette rencontre.

Fait à Bruxelles le 11 février 2015.

Bakunda Athanase
Président ai

Dieudonné Habarugira
Vice-président ai

=====
=====

[BELGIQUE] [SOCIETE CIVILE][POLITIQUE][UPRONA][ADCIKIBIRI]

Des consultations "confidentielles" à Bruxelles sur la Diaspora burundaise

@rib News, 10/02/2015

Hold-up sur la représentation de la Diaspora burundaise

Demain s'ouvre en Belgique, à Thon Hôtel EU de Bruxelles, des consultations entre un « Echantillon de la Diaspora Burundaise en Europe » et la Direction de la Diaspora au sein du Ministère burundais des Relations extérieures et de la Coopération internationale, avec l'appui de Migration EU eXpertise (MIEUX), une initiative conjointe de l'Union européenne (UE) et d'International Centre for Migration Policy Development (ICMPD).

La préparation de ces consultations s'est faite dans la plus grande discrétion, à l'insu des principaux concernés, à savoir les Burundais vivant en Europe. On est dès lors en droit de se poser des questions sur les motivations réelles des organisateurs, le cahier de charge et la représentativité des participants et leur légitimité, car l'opacité qui entoure ces assises fait craindre une nouvelle tentative de manipulation politicienne au nom de la Diaspora burundaise.

« L'objectif principal de cette activité est de donner l'opportunité aux organisations de la diaspora de participer au processus de réflexion sur le cadre politique et faire part de leurs avis quant à son contenu, ce qui est primordial afin d'en assurer la durabilité et la transparence. », peut-on lire dans la note de présentation, que ARIB.INFO a pu se procurer. Mais malheureusement la réalité est toute autre, les organisateurs de ces consultations faisant preuve d'une volonté manifeste d'exclusion, sans précédent, de la quasi-totalité des Burundais vivant en Europe.

En effet, le manque de transparence et le flou entretenu autour du choix des quelques organisations sur les dizaines, voire centaines, qui œuvrent au sein de la Diaspora burundaise dans son ensemble,

accrédite la thèse d'une opération orchestrée à partir de Bujumbura, et dont on ignore encore les tenants et aboutissants, avec la complicité de deux ou trois associations prétendument présentées comme étant les « Représentants de la diaspora burundaise en Europe ».

Selon nos informations, c'est la Direction de la Diaspora au sein du Ministère burundais des Relations extérieures et de la Coopération internationale qui a elle-même choisi les quelques participants à cette consultation - une dizaine de personnes issues de seulement cinq associations au total venant de Belgique, France, Luxembourg et Pays-Bas - et dont l'ambition affichée est de représenter TOUTE la diaspora burundaise d'Europe, sans que personne ne les ait jamais mandatées pour cela.

C'est donc avec quelques individus et organisations isolés que Bujumbura entend débattre et définir la « Politique nationale de la Diaspora de la République du Burundi », dont le Document draft, encore "confidentiel", sera présenté par la Direction de la diaspora au cours de ces consultations, et intégrera par la suite les résultats des discussions menés pendant ces deux jours à Bruxelles.

En optant pour une politique de l'exclusion, les organisateurs de ces rencontres risquent de se mettre à dos la plupart des Burundais éparpillés à travers toute l'Europe. L'efficacité de cette activité est d'ores et déjà remise en cause et la volonté d'une main mise sur la représentation de la Diaspora, par quelques individus, va sans doute provoquer le rejet des conclusions qui seront issues de ces consultations.

Cette opération vient surtout contredire le Ministre Laurent Kavakure qui, lors d'un passage à Bruxelles en 2013, avait publiquement assuré aux Burundais de Belgique qu'à ses yeux toutes les associations sont d'égale importance et qu'aucune ne pourrait prétendre annihiler les autres. Il avait ainsi réussi à couper court aux prétentions affichées par deux associations - DBB et AIDBU, pour ne pas les nommer – de s'imposer comme seul représentant de la Diaspora. Ils semblerait que les deux associations "rivaless" aient trouvé un terrain d'entente et marchent dorénavant "main dans la main", comme on l'a bien remarqué l'été dernier à Bujumbura, et qu'on le verra sans doute aussi demain à Bruxelles !

Le ministre Kavakure aurait-il changé d'avis au sujet de la représentativité de la Diaspora ? Il faut bien le croire car il est inimaginable que la Direction de la Diaspora au sein de son ministère puisse organiser à l'étranger des consultations sur la « Politique nationale de la Diaspora de la République du Burundi » sans son approbation, encore moins déplacer toute une délégation en mission en Belgique sans qu'il ait donné son aval. En outre, le silence des chancelleries burundaises au sujet de ces consultations interpelle à plus d'un titre. Les ambassadeurs étaient-ils dans le secret ou ont-ils été court-circuités ?

L'expression d'un ressentiment croissant à l'égard de ce « diktat de Bujumbura » est perceptible au sein de la Diaspora burundaise d'Europe au fur et à mesure que de bribes d'informations au sujet de ces consultations, préparées dans le plus grand secret, lui parviennent. C'est plus particulièrement le cas en Belgique, où l'Ambassadeur Félix Ndayisenga avait jusqu'ici réussi à associer toutes les organisations des Burundais de Belgique, sans exclusive, dans toutes les initiatives les concernant.

La mise à l'écart de cette rencontre, de l'ensemble du monde associatif burundais de l'Europe, augure-t-elle d'une nouvelle politique du pouvoir en place au Burundi à l'égard de sa Diaspora ? La question mérite d'être posée. Est-ce la fin du rassemblement jusqu'ici affiché dans les chancelleries burundaises, à Bruxelles ou ailleurs ? L'avenir nous le dira.

Gandhi avait l'habitude de dire : « Tout ce que vous faites pour moi sans moi, vous le faites contre moi ». L'échec de beaucoup de projet provient souvent de la manière dont les décisions sont prises.

Les participants à ce round de consultations, ses initiateurs et ses financiers ont tort de vouloir penser et décider à la place de l'ensemble de la Diaspora burundaise, sans se référer à son avis. En effet, tenue à l'écart des discussions sur la « Politique nationale de la Diaspora », cette dernière ne se sentira pas partie prenante de son exécution et va se désintéresser d'un projet auquel elle aurait pu donner son adhésion si elle y avait été associée en bonne et due forme.

Pour qu'une population s'intéresse à une activité, il faut nécessairement l'associer intimement à l'identification des besoins et à la détermination des priorités, à la recherche des solutions et à la prise des décisions. Dans le cas d'espèce, les organisateurs de ces consultations de Bruxelles auraient pu, auraient dû, MIEUX faire.

Le tout reste de savoir ce qui sortira des échanges au cours de ces rencontres. En attendant, ne trouvez-vous pas que le citoyen a le droit de savoir à quelle sauce il va être mangé ? Nous si ! C'est pourquoi la Rédaction d'ARIB.INFO a décidé de publier l'intégralité des documents qu'elle a pu se procurer concernant ces consultations des 11 et 12 février à Bruxelles, afin de permettre à l'ensemble de la Diaspora burundaise de connaître ce qui se trame, en SON nom, derrière son dos.
[La Rédaction]

=====
=====
MARS 2015
=====
=====

[BELGIQUE] [CULTURE] [MUSIQUE] Burundi-Culture/Diaspora:Le Blues-man Jazz Désiré Ntemere au BOOGIE FUSION à Anvers

<http://burundi-agnews.org/diaspora/burundi-culturediasporale-blues-man-jazz-desire-ntemere-au-boogie-fusion-a-anvers/>

A Anvers (Belgique), vendredi 27 Février 2015 à 20h30, l'artiste Geneviève Dartevelle (harmonicas) se produisait à la Soirée BOOGIE FUSION avec : -TRIOGENE, trio avec Renaud Patigny (Piano), et Eric Brisfer(batterie) à la Salle Zuiderkroon, au Vlaamsekaai N°81, 2000 Antwerpen.

Geneviève Dartevelle était accompagnée de son groupe de musiciens comprenant l'artiste blues man Jazz burundais Désiré Ntemere.

La finale 'Boogie Fusion' était enflammée ...

DAM, NY, AGNEWS, le lundi 2 mars 2015

=====
=====
[BELGIQUE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] Burundi news, le 09/03/2015

Collectif pour la Mobilisation citoyenne en faveur de la libération immédiate des 5 mamans de Mpimba

Libérat NTIBASHIRAKANDI, PhD

Saffierstraat 244

2600 Antwerpen – BELGIUM

E-mail: ntibashirakandiliberat@gmail.com / robben.mpimba.island@gmail.com

Anvers, 4 mars 2015

Mrs Michelle OBAMA
The White House
1600 Pennsylvania Avenue NW
Washington DC 20500
USA

Chère Madame Michelle Obama,

Nous ne vous écrivons pas en tant que Première dame, mais comme une mère. Nous faisons appel à vous au nom de cinq femmes burundaises qui croupissent depuis 12 mois à la prison centrale de Mpimba, un établissement pénitentiaire immonde, insalubre et surpeuplé, situé dans la périphérie de Bujumbura. L'ancien président Mandela, après avoir visité cette horrible institution il ya quelques années eut le cœur brisé et demanda à l'élite burundaise: "Y a-t-il au Burundi des gens qui croient en Dieu et osent soumettre des êtres humains à des conditions aussi épouvantables."

Lorsque votre mari à l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2014 a appelé à la libération du célèbre militant des droits de l'homme, Pierre-Claver Mbonimpa, le vieil homme fut immédiatement libéré. De même, nous avons besoin de votre aide maternelle pour faire libérer ces cinq mamans. Elles sont actuellement en mauvais état moral, physique et matériel.

Nadine, Odile, Josiane, Gertrude, Furaha sont parties de chez elles en cette fatidique journée ensoleillée du 8 mars 2014 pour aller participer à la réunion de leur parti politique. Elles embrassèrent affectueusement leurs enfants, mais ne sont jamais revenues à l'affection de leurs petits. 12 mois plus tard, elles ne sont toujours pas rentrées à la maison et les jours vont continuer à s'accumuler. Avec leurs collègues masculins, ils ont été brutalement attaqués, mitraillés, battus et jetés dans l'immonde prison de Mpimba et finalement condamnés à des peines scandaleusement longues allant de perpétuité à 20, 15, 10 et 5 ans. Trois mineurs de l'école primaire et secondaire n'ont pas été épargnés et furent condamnés à deux années dans la prison pour adultes. Dieu merci, après 10 mois de prison, les mineurs viennent d'être élargis grâce à une discrète intervention humanitaire.

Gertrude, mère du petit garçon de 3 ans, Rick, a été condamnée à la réclusion à perpétuité. Lorsque Rick est venu la visiter la dernière fois il a demandé: «Maman! Pourquoi tu ne viens pas dormir à la maison? "" Quel type de mère êtes-vous? " Gertrude a été émue aux larmes.

Josiane est veuve et mère de six enfants, la dernière née, Nadia, a 5 ans. Josiane a été battue lors de l'arrestation et craint que son désespoir d'être éloignée de ses enfants ne puisse la tuer ou la rendre folle.

Odile est une jeune mère de deux enfants. Le dernier né, Irakoze, a six ans. Odile a été tellement battue lors l'arrestation qu'elle a été hospitalisé pendant deux semaines et confinée à un fauteuil roulant de sorte qu'elle n'a pas pu comparaître devant le tribunal. Ses reins et trompes ont été endommagés. Sa collègue Furaha a également été hospitalisée à cause de son passage à tabac par la police. Le dernier né de Furaha a 10 ans. Elle n'a pas été jugée non plus.

Last but not least, Nadine est une étudiante de première année d'université. Elle a été condamnée à la prison à vie et ne parvient pas à accepter son triste sort. C'est la plus déprimée depuis lors.

Ces cinq mamans souffrent parce qu'elles ont cru en la promesse de la démocratie. Elles sont juste sorties en cette fatidique journée du 8 mars exercer leur droit constitutionnel d'association et de réunion.

Nous faisons appel à votre aide pour demander la libération immédiate et inconditionnelle des cinq mamans militantes du Parti MSD ensemble avec les autres prisonnières politiques notamment celles du Parti FNL. s

Pour terminer sur une note plus légère, quand votre mari a mentionné Pierre-Claver Mbonimpa dans son discours à l'ONU, le porte-parole du gouvernement du Burundi, Philippe Nzobonariba, a ironisé: "Obama ne sait même pas où se trouve Burundi". S' il vous plaît, Mama Malia (comme vous seriez appelée en Afrique, du nom de votre première-née), prouvez-lui que vous savez où se trouve le Burundi et que vous vous souciez des cinq mamans qui souffrent depuis trop longtemps.

Cordialement,

Libérat Ntibashirakandi, PhD.

Pour le Collectif pour la Mobilisation citoyenne en faveur de la libération immédiate des cinq mamans de Mpimba. (www.isangi.info)

=====

[FRANCE] [POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [MSD] NKURUNZIZA ET LA DERNIERE TENTATION DE MANIPULATION DU MSD A KAMPALA

Burundi news, le 21/03/2015 Par Gratien Rukindikiza

En politique, le fait d'être têtu est à la mode en Afrique car quitter le pouvoir est synonyme de mort politique, voire de mort tout court pour plusieurs chefs d'Etat. Se battre pour rester au pouvoir est l'ultime combat pour eux. Ils préfèrent y laisser leur vie plutôt que de rater le maintien au pouvoir à vie. Un ami me disait qu'il n'y a pas de boulot plus difficile que celui du Président. Comment peut-on s'obstiner à rester au pouvoir même quand on a échoué? Même le général De Gaulle a quitté le pouvoir au lieu de rester sans rien apporter au peuple. L'histoire lui a donné raison car il est revenu au pouvoir. Dommage pour Nkurunziza, il sera vite oublié s'il a la chance d'éviter la chambre voisine de Bagbo.

La visite du Président Kikwete a assommé le patient Nkurunziza

La visite du Président Kikwete était très attendue à Bujumbura. Les partisans du troisième mandat de Nkurunziza attendaient un soutien du Président tanzanien. C'est le seul Président de l'East Africa qui soutenait encore Nkurunziza. Après le nict des autres Présidents de l'East Africa sur le sujet du troisième mandat, le Président Kikwete pouvait apporter le réconfort qui manque à notre cher Président Nkurunziza. Ceci dit en passant, pour ceux qui l'aiment, il faut lui apporter un soutien moral, car il serait dans un état difficile.

Pour les opposants au troisième mandat, le Président Kikwete devait apporter le dernier tir de barrage du mortier 120 mm qui devait bloquer la progression des deux compagnies de Nkurunziza qui progressent dont celle du flanc Est sanguinaire commandé par l'imbonerakure général Adolphe Nshimirimana et celle du flanc Ouest corrompu commandée par le général Bunyoni.

Le Président tanzanien était porteur de deux messages, celui de la France et celui des Etats Unis. Ces messages étaient comme des avertissements personnalisés. Pour les Français, le revirement a été brutal. Depuis une semaine, la France est opposée au troisième mandat. Pire encore pour Nkurunziza, s'il tue des manifestants, la France fera tout pour qu'il soit traduit devant la Cour Pénale Internationale. Le message est clair. Pour les Américains, il s'agissait d'un avertissement clair. Ils ont parrainé les accords d'Arusha. Si Nkurunziza ne veut pas les respecter, il appartiendra au parrain de faire respecter ces accords.

La Tanzanie n'entend pas voir violer les accords signés sur son territoire. Le Président Nkurunziza a perdu la dernière carte internationale qui lui manquait. Ah, une idée, cher Nkurunziza, pourquoi avez-vous oublié d'aller demander le soutien du plus grand dictateur africain qui mange la viande de lion et d'éléphant le jour de son anniversaire? J'ai nommé le Président Mugabe et en plus il est le Président en exercice de l'Union africaine. Il pourrait aussi vous donner une idée car il veut imposer aux Zimbabwéens sa femme comme Présidente.

La tentation de Kampala ou la manipulation avortée du MSD pour le soutien du troisième mandat Acculé par les siens, le Président Nkurunziza ne sait plus par quel saint se vouer pour avoir son troisième mandat. Après la visite du Président Kikwete, le trio a fait une réunion le vendredi passé pour étudier la question de son troisième mandat. Nkurunziza a même évoqué son départ s'il gêne. Il était question d'informer les "sous lieutenants " du trio d'une mission envoyée à Kampala.

Avant de jeter l'éponge, Nkurunziza, Adolphe et Bunyoni ont envoyé à Kampala les derniers caporaux qui restent dans le bataillon à savoir le fameux Gihahe et le sénateur Ndikuriyo Révérien.

Une mission : Rencontrer le président du MSD Alexis Sinduhije et lui demander une reconnaissance du droit au 3 è mandat du Président Nkurunziza.

Burundinews a contacté Alexis Sinduhije pour savoir ce qui était prévu et le non dit de cette mission. Tout d'abord, le président du MSD ne s'est pas rendu au rendez -vous pour plusieurs raisons. Nkurunziza est en fin de mandat et ne peut pas être candidat. En plus il y a un cadre de dialogue des partis politiques, donc le président du MSD ne pouvait pas négocier avec le pouvoir sans un cahier des charges de l'opposition. Deuxio, un président d'un parti rencontre un autre président d'un parti. Il ne peut pas discuter avec des députés ou sénateurs pour la simple raison qu'ils sont des derniers fidèles du Président. Tertio, selon certaines informations, la rencontre pouvait être un piège pour le président du MSD.

Le Président Nkurunziza voulait au président du MSD de ne pas s'opposer au 3 è mandat et en contrepartie, Nkurunziza s'engageait à libérer les prisonniers politiques du MSD et laisser rentrer Alexis Sinduhije. Incompréhensible, personne ne savait que c'est Nkurunziza qui rend les jugements. Cela signifie qu'ils sont en prison pour d'autres raisons que la manifestation. Quant à laisser rentrer Alexis Sinduhije, Nkurunziza a complètement perdu la tête. Aucune personne ne peut empêcher un homme ou une femme de rentrer chez soi.

La rencontre a avorté et elle n'aura jamais lieu. Nkurunziza peut chasser sur d'autres terres.

Que faire?

Ainsi Lénine titrait son livre avant la révolution russe. Pour Nkurunziza, le dilemme du prisonnier Nkurunziza n'est pas difficile à résoudre. On considère que la Présidence est une prison et qu'il a perdu les clefs pour sortir. Il est demandé à tut Burundais qui aurait trouvé la clef pour ouvrir la porte de sortie de Nkurunziza de l'apporter.

Entre temps, Nkurunziza ne dort plus et voici les interrogations qui le hantent : Comment puis-je briguer un troisième mandat malgré l'opposition du monde et des Burundais? Comment puis-je m'en sortir de cette prison sans essuyer des plâtres? Comment placer mon homme qui me laissera gouverner dans l'ombre alors que les cadres du parti risque de proposer une autre personne? Dois-je mourir juste après ma déclaration de candidature, lynché par le peuple lors d'une manifestation suivie de putsch ou tout simplement un suicide?

Selon des sources dignes de foi, briguer un troisième mandat est une histoire du passé. Cependant, Nkurunziza ne sait plus comment annoncer son départ.

=====
=====

[PAYS-BAS] [SOCIETE CIVILE] [ECONOMIE] Burundi: IZERE et sa boulangerie hollandaise à Kamenge

A Bujumbura, ce lundi 2 mars 2015, les badauds pouvaient observer une des réalisations concrètes de la coopération multilatérale avec le Royaume des Pays-Bas. L'ONG Izere de Hollande a érigé les bureaux de son siège social au Burundi, en plein commune Kamenge, dans le quartier Mirango. Ce qui frappe lorsque l'on entre dans cette demeure, c'est la grande boulangerie avec du pain de qualité hollandaise. Quelle odeur le matin ! Les Barundi en raffolent déjà ...

Au Burundi, IZERE participe à l'encadrement des jeunes Barundi dans des activités sportives. Mais aussi, IZERE est connu les opérations chirurgicales qu'elle organise dans un cadre humanitaire avec des médecins néerlandais qui viennent soigner bénévolement des Barundi démunis. Izere est l'œuvre de la diaspora burundaise au Royaume des Pays-Bas

DAM, NY, AGNEWS, le lundi 2 mars 2015

=====
=====

[BELGIQUE] [SOCIETE CIVILE][EDUCATION] Projet de soutien scolaire pour les jeunes Belgo-burundais de Bruxelles

@rib News, 18/03/2015

Offre d'entraide de l'Association Belgo burundaise pour le Progrès Social, ABPS asbl.

Vos enfants travaillent bien mais ils ont des difficultés dans une matière et vous n'arrivez pas à les aider ? L'asbl "ABPS" vient de lancer un projet de soutien scolaire depuis le mois de mars pour les jeunes de Bruxelles et les environs.

Il s'agit des séances de rattrapage, un coaching individualisé pour des jeunes étudiant au secondaire et portant dans un premier temps sur les matières suivantes : les langues (Français, Anglais, Néerlandais) et les sciences (Mathématiques, physique, chimie...).

Lire la suite...

=====
=====

[FRANCE] [POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [MSD] [SECURITE] QUAND L'ETAT MAJOR DE L'ARMEE DEVIENT L'ETAT MAJOR DU CNDD-FDD

Burundi news, le 31/03/2015

Par Gratien Rukindikiza

On aura tout vu au Burundi. Un Président qui s'intronise Roi et qui se prend pour un envoyé de Dieu, des officiers au service d'un parti politique. Naguère très respectée, l'Armée burundaise devient de plus en plus l'arrière- cour d'un parti, le siège de l'irresponsabilité. Le ridicule ne tue pas. Celui qui n'a pas la volonté de se faire respecter, personne ne le respectera.

Le général Prime Niyongabo, chef d'Etat Major au CNDD-FDD ou garçon de course de Nyabenda et Adolphe Nshimirimana

Le troisième mandat divise les cadres du CNDD-FDD. Plusieurs membres ont signé une pétition demandant au Président Nkurunziza de respecter la constitution. Ils ont reçu des menaces de la part de quelques généraux partisans du troisième mandat du Président Nkurunziza.

L'inimaginable vient d'être commis par le chef d'Etat major de l'Armée, le général Prime Niyongabo Il a convoqué à l'Etat major de l'Armée la semaine passée des femmes qui ont signé la pétition pour retirer leurs signatures. Notre général, bardé de grades, qui a le culot de convoquer des femmes, pour les menacer de mort! Même un caporal n'aurait pas agi de la sorte. L'Etat Major de l'Armée, temple des décisions stratégiques du pays est devenu le temple de la bêtise et de la trahison du corps. Le général Niyongabo a convoqué ces dames au nom du parti CNDD-FDD. Mon Dieu, c'est un massacre à la hache de l'Armée! Le discours du ministre de la Défense à l'ISCAM n'était que de la théorie. S'il veut l'appliquer, il n'a qu'à le limoger. Il devrait être traduit devant la cour militaire.

Aujourd'hui, tout est confondu. On convoque à l'Etat Major ou à la Documentation un membre du parti CNDD-FDD qui conteste les décisions au sein du parti. Cela signifie que l'Armée est déjà la propriété du CNDD-FDD. Si c'est le cas, qu'il montre où il a versé l'argent pour le peuple car l'Armée appartient au peuple.

Une autre armée est en cours de constitution

Des compagnies voire des bataillons sont en cours de constitution dans tout le pays. Ils sont constitués avec la complicité du chef d'Etat major. Que les militaires le sachent, ces imbonerakure ont la promesse d'intégrer l'Armée après la guerre qui se prépare. Elle se mènera contre le peuple et les militaires qui ne voudront pas les aider. Un bataillon de 600 imbonerakure vient d'entrer dans la forêt de Kibira pour continuer les entraînements. Pour entrer dans l'Armée, il faudra sortir ceux qui y sont aujourd'hui. Les finances du pays ne permettent pas des effectifs trop élevés.

Le Président Nkurunziza prépare la violence pour se maintenir au pouvoir. Il suit à la lettre son ami Bagbo. Il ne sera pas le seul à être jugé.

=====
=====
AVRIL 2015
=====
=====

[FRANCE] [POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [MSD]

UN RASSEMBLEMENT DES MILITANTS DU CNDD-FDD QUI A DECU

Burundi news, le 12/04/2015

Par Gratien Rukindikiza

Le grand rassemblement annoncé ce samedi 11 avril 2015 des militants du CNDD-FDD a été un véritable flop, un camouflet pour les organisateurs. Il devait être un rassemblement de la décennie. Des camions ont été envoyés dans tout le pays pour ramener à Bujumbura les militants. Certains ont accepté d'aller à Bujumbura car ils avaient été menacés, d'autres ont tout simplement eu l'occasion d'aller à Bujumbura.

Les militants du CNDD-FDD de Bujumbura absents

Les militants du CNDD-FDD de la vile de Bujumbura ont été les grands absents. Ils ont été remplacés par des taxis motos qui étaient payés pour la prestation. Le CNDD-FDD a fait une découverte, celle de faire défiler des professionnels pour le compte d'un parti politique. Cela démontre bien que le parti se vide de ses militants et que les anti-3 è mandats deviennent de plus en plus nombreux. Le Président Nkurunziza devait s'interroger sur son forcing.

Les militants venus des provinces devaient être pris en charge par des commerçants originaires de leurs provinces. Plusieurs ont été déçus et d'autres n'ont pas compris pourquoi ils ont été téléguidés pour une telle manifestation notamment devant l'université.

Le mythe des imbonerakure

On a parlé ces derniers jours des imbonerakure qui sont armés. Il est vrai que c'est une milice qui se constitue. En réalité, ils ne sont pas tous au service du Président Nkurunziza et Adolphe. Les imbonerakure sont comme les militants et parmi les militants il y a des frondeurs. Parmi les imbonerakure, il y a aussi des frondeurs qui sont en relation avec les militants opposés au troisième mandat. Par ces imbonerakure, nombreux ont besoin d'argent pour faire vivre leurs familles et ils prennent l'argent d'Adolphe et Nkurunziza. Nombreux sont aussi des imbonerakure qui prennent cet argent et qui n'ont aucune intention de retourner dans les maquis ou de commettre des massacres. C'est là où se trouve la faiblesse du Président Nkurunziza. Son fer de lance est trop fragile. Je me rappelle d'un dessin qui montrait un pistolet tirant en direction de celui qui tire. C'est le cas de l'arme du Président Nkurunziza. En réalité, l'homme est un suicidaire, sauf qu'il entraîne tout le Burundi. Les patriotes, qu'ils soient militaires, civils ou religieux, devaient l'en empêcher juste avant qu'il soit candidat. C'est cette candidature qui posera des problèmes justement.

Le Président Nkurunziza n'a pas compris qu'il a été lâché par les militaires ex FDD et qu'il ne pourra pas compter sur ces imbonerakure incertains. Le rassemblement de ce samedi a mis de l'eau dans son vin et la déception est grande chez les organisateurs. Un rassemblement payé et comprenant ces militants de provinces a été de loin inférieur au rassemblement spontané à la sortie de prison de Bob Rugurika.

Nkurunziza devait y réfléchir.

=====
=====

[FRANCE] [POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [MSD][SECURITE]

LE PLAN SECRET D'INTEGRER LES IMBONERAKURE DANS L'ARMEE

Burundi news, le 06/04/2015

Par Gratien Rukindikiza

Il n' y a pas de travail sans récompense. Le pouvoir de Nkurunziza et Adolphe sait récompenser aussi les tueurs. La tâche qui attend les imbonerakure et les interahamwe associés est immense. Il s'agit de défendre Nkuruziza, surtout de protéger sa candidature pour un troisième mandat illégal. Il veut forcer et il se donne les moyens. Pour lui, ça casse ou ça casse. Quant à passer, c'est une autre question. Le Président Nkurunziza ressemble étrangement à l'ancien Président rwandais Habyalimana. Une milice ne sert qu'à l'auto-suicide. Entretenir une milice est comme avoir un python dans sa maison. Il grandit et finit par vous dévorer.

La composition des imbonerakure

La défense de la dictature a été confiée aux imbonerakure. Le commandant de l'armée imbonerakure est le général Adolphe Nshimirimana. Le commandant adjoint mais qui se veut discret est le chef d'Etat major de l'armée le général Prime Niyongabo. Ces imbonerakure sont constitués par des bataillons, lesquels bataillons sont constitués de compagnies. Certaines armes sont déjà distribuées aux imbonerakure, d'autres sont entreposées dans plusieurs endroits de la Documentation pour être distribuées rapidement.

D'une pierre deux coups, l'attaque de Cibitoke a permis de mettre hors état de nuire les imbonerakure de Kiliba Ondes qui n'étaient pas rentrés et qui fuyaient les attaques de la Monusco. Le général Prime Niyongabo a profité du passage de ces imbonerakure, qui voulaient regagner Ikibira en attendant celui qui pouvait les récupérer, pour lancer des bataillons des Imbonerakure préparés aux massacres. C'est pour cela que l'armée, surtout les ex FAB, a été tenue à l'écart car la guerre opposait des imbonerakure déserteurs aux autres imbonerakure soutenus par l'armée.

Ces bataillons sont nombreux dans les provinces de Cibitoke, Bubanza, Makamba, Kirundo et Ngozi.

Le ministre de la Défense a demandé aux commandants de région de désarmer toute personne ayant une arme. Je pense qu'il sait bien qu'il n' y aura pas de désarmement pacifique de ces imbonerakure soutenus par le pouvoir. Si réellement, le message était clair pour les commandants et que les futures descentes du ministre sur le terrain soient suivies de ces désarmements, les Burundais ne pourraient que s'en réjouir.

Que feront ces imbonerakure?

L'armée burundaise a l'arme au pieds. Elle n'a pas encore réalisé que la guerre n'est plus à sa porte mais elle a déjà commencé. Soit l'armée la devance en écartant les causes de cette future guerre qui va emporter plusieurs parmi eux, soit elle reste en tant que spectatrice et demain il sera trop tard.

Dès que Nkurunziza sera désigné par le congrès du CNDD-FDD pour briguer un troisième mandat, les bataillons des imbonerakure envahiront les rues pour empêcher les opposants au troisième mandat de descendre dans la rue. Des pelotons en civil mais armés se mettront aussi parmi les manifestants pour tirer sur la police afin d'obliger celle-ci à tirer sur les manifestants en mettant les massacres sur le dos de l'opposition. Enragés, ces imbonerakure pourraient aussi désarmer des policiers et militaires qui refuseront de tirer sur ces manifestants. Les imbonerakure tenteront de s'imposer en tant que force pouvant ramener l'ordre.

Ces imbonerakure ont aussi la mission de nettoyer les grands propagandistes de l'opposition et aussi les frondeurs du CNDD-FDD.

Fusion Imbonerakure et Armée pour former une autre armée

L'excès de zèle des imbonerakure cache un secret bien gardé. Que vont devenir ces imbonerakure si Nkurunziza arrive à s'imposer et rester au pouvoir? Nkurunziza, Adolphe et Bunyoni ont déjà fait une promesse à ces jeunes imbonerakure. Ils seront intégrés à l'armée à la réussite de leur mission. Ils déclencheront la guerre et l'armée sera obligée de se battre. Des négociations se mettront en route et la finalité sera de fusionner les bataillons des imbonerakure avec les bataillons des Forces de Défense Nationale (FDN). Certains rentreront avec les grades de généraux.

Au niveau de l'armée, sur les 20 000 militaires, environs 8 000 hommes devront céder la place aux imbonerakure. La grande question est de savoir quelle sera la récompense des rwandais du FDLR

qui vont se battre pour lui. Seront-ils intégrés dans l'armée burundaise ou les aidera-t-il à attaquer le Rwanda via Kibira-Nyungwe?

Parmi les démobilisés, il y aura des anciens FAB et surtout les ex FDD. Nkurunziza en veut aux anciens FDD et les accuse de ne pas le soutenir pour son troisième mandat. Il voudrait avoir dans l'armée lors du 3^e mandat de nouvelles troupes acquises à sa cause pour écraser l'opposition et de probables rébellions.

Les militaires qui observent ce qui se passe sans s'y intéresser ne seront pas épargnés. Les forces vives de la nation ont une responsabilité morale d'éviter un génocide ethnique, politique et anti 3^e mandat. Comment faire? Il faut choisir entre l'action et la passivité. La cohésion nationale s'impose. Au-delà des querelles politiciennes de quelques opposants qui ne rêvent que d'être Présidents, il y a une urgence et il faut un salut national. Patriotes burundais, unissez-vous pour éviter un bain de sang au Burundi.

=====
=====

[BELGIQUE] [POLITIQUE] Commémoration à Bruxelles du génocide de 1972 au Burundi

@rib News, 29/04/2015

INVITATION

BURUNDI : 43^eme Anniversaire du génocide de 1972

Bien chers compatriotes, Bien chers amis du Burundi,

A l'occasion du 43^eme anniversaire du génocide de 1972, des Burundais de Belgique vous invitent, une nouvelle fois, à venir nombreux commémorer ce triste anniversaire. Le même jour sera organisée à New York la Deuxième Conférence Internationale sur ce génocide. Nous pourrons suivre en direct ce moment historique.

Date : 2 Mai 2015

Lieu : Pianofabriek

Rue du Fort (Fortstraat), 35

1060 Bruxelles (Saint Gilles – Sint Gillis

Salles Casablanca

Programme :

- 10h30' - 11h : Accueil

- 11h - 12h : Messe

- 12h - 13h : Lunch (il y a un bar et des sandwiches pour un prix d'associations)

- 13h - 16h : Conférence + Echanges

Joseph Ntamahungiro :

« Réconciliation : Qui ? Pourquoi ? Comment ? »

- 16h : Images de la Deuxième Conférence Internationale sur le Génocide Contre les Hutu du Burundi à New York

Accès par transport en commun :

- Train : Gare du Midi ;

- Métro lignes 2 et 6 : Arrêt Porte de Hal

- Trams 3, 4, 33, 51 : Arrêt Parvis ;

- Trams 81, 83: Arrêt Guillaume Tellou Barrière ;

- Tram 97: Arrêt Barrière ;

- Bus 48: Arrêt Saint Gilles ou Barrière

Personnes de contacts:

NTACORIGIRA Victor 0479 75 39 05

NTAMAHUNGIRO Joseph 0472 45 69 52

=====
=====
[BELGIQUE] [POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] L'opposition burundaise basée à l'étranger appelle à manifester mardi à Bruxelles

@rib News, 27/04/2015

INVITATION A UNE MANIFESTATION A BRUXELLES DEVANT L'AMBASSADE DU BURUNDI.

L'ADC-IKIBIRI à l'étranger en collaboration avec des organisations de la société civile de la diaspora burundaise invitent tous les burundais opposés au troisième mandat du Président Pierre Nkurunziza et au bain de sang en cours à une manifestation organisée au siège de l'ambassade du Burundi à Bruxelles ce mercredi 29 avril 2015 à 11h30.

11h00 : RASSEMBLEMENT devant la Commission de l'Union Européenne (à la station métro Schuman).

11h30 : MANIFESTATION devant l'Ambassade (Square Marie-Louise 46, 1000 Bruxelles).

Contacts : Pancrace CIMPAYE (Tél. 0492512361)

Athanase BAKUNDA (Tél. 0485633857)

Assumani (Tél.0492 157740)

=====
=====
[BELGIQUE] [POLITIQUE] Commémoration à Bruxelles de l'assassinat du président Ntaryamira

@rib News, 01/04/2015

Invitation - Commémoration de la mort de Son Excellence le Président NTARYAMIRA Cyprien L'Ambassade de la République du Burundi à Bruxelles a l'honneur d'inviter les Burundais résidant en Belgique et au Luxembourg à une messe de commémoration de la mort de Son Excellence le Président NTARYAMIRA Cyprien qui sera célébrée le lundi 06 avril 2015 à 17h30 à Bruxelles.

Adresse : Eglise Saint Josse ; Chaussée de Louvain 99, 1210 Saint Josse Ten Node

Accès :

Lire la suite...

=====
=====
[ECOSSE] [MODE] Burundi/Ecosse: Natasha Luwedde défile pour Calvin Klein et Dior...

En Écosse (Scotland), dimanche 15 mars 2015, les Burundi ont découvert Mlle Natasha Luwedde, une jeune Écossaise d'origine burundaise qui fait la une au niveau des défilés de mode à l'international. La mannequin TOP MODEL Burundo – écossaise Natasha Luwedde défile pour Calvin Klein et Dior...

Le Burundi, ces dernières années, est fort présent à l'internationale notamment au niveau de la mode, mais aussi dans les compétitions sportives ou artistiques. C'est cette présence qui démontre que le pays est en paix, et cela contribue aujourd'hui à faire rêver la jeunesse burundaise ...

[Burundi: 2014 – On a découvert un pays qui donne du rêve à ses jeunes janvier 19, 2015 – <http://burundi-agnews.org/sports-and-games/?p=15708>].

DAM, NY, AGNEWS, le jeudi 2 avril 2015

=====
=====

MAI 2015

=====
=====
[FRANCE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] Invitation à une manifestation en France à Paris

Burundi news, le 06/05/2015

Le Rassemblement de la Diaspora Burundaise de France (RDBF) et ses partenaires invitent tous les patriotes Burundais et leurs amis à une manifestation organisée au Parvis des droits de l'homme au Trocadéro dans le 16ème Arrondissement de Paris le 09 Mai 2015 à 14 h 30 pour soutenir le peuple Burundais actuellement en lutte pour la démocratie, la paix et la liberté d'expression.

Responsables de l'organisation à contacter :

BIRIHANYUMA Grégoire. Tél. : 06 86 54 50 41

RUKINDIKIZA Gratien. Tél. : 07 82 91 55 24

SINDABOKOKA Jeanne. Tél. : 07 58 63 92 42

KWIZERA Christian. Tél. : 06 11 93 95 12

NSENGIMANA Augustin. Tél. : 06 29 85 94 58

=====
=====
[SUISSE] [CANADA] [BELGIQUE] [PAYS-BAS] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [MSD]

SINDUMUJA

Burundi news, le 03/05/2015

Barundi, Barundikazi twese, nagomba tuzirikane rino jambo, turifate nka nkama kandi tubishire mu ngiro Kuko Jewe Birandaba, Nawe Birakuraba, na Mwebwe Birabaraba eka Twese Biraturaba.

Abasokuru barayamaze bati : « Ntawikwegera ikara mu gashambara ». Abarundi turahakwa gusubira mu buja, hamwe tutohagurukira rimwe twese uyu musu, ejo hazoba harengeranye. Ntituze twicuze rero kandi dushoboye kwikingira hakiri kare. Umwe umwe wese ahari agire ati : « Sindumuja, Ndahakanye kuba umuja ». Ingo rero dusenyere ku muguzi umwe duhakane kuba Abaja ba Petero Nkurunziza kanatsinda yaramaze no kuvumwa n'Imana.

Hari abarundi benewacu bamaze gutangura imyiyerekano y'amahoro, bahakana ko dusubira mu buja. Hari nabamaze kugandagurwa bazira guharanira agateka kacu twese. Iyo myiyerekano rero, irandaba, irakuraba, irabaraba, iraturaba aho duherereye hose, haba i Bujumbura, haba mu gihugu hagati eka nabari mu mahanga.

Barundi, Barundikazi twese, harageze ko twiyumvira ejo hazoza.

- Kwemerera Petero Nkurunziza ikiringo ca gatatu ngo nuko agomba kubicisha mu gikenye, tuzoba duhejeje kumusasira indava ngo abandanye arungika ingabo ziwe kudasahura mu ngo zacu batwaka intererano ngo niy'umugambwe. Bamwe muri twebwe, kandi benshi turi bantahonikora, twayatanze kugira ducungure agatwe, tuyatanga ari uko tugurishije agatoke canke agatungwa twokwikoze kugira twikenure.

- Twese turabizi ingene ubukene bwiyongereye aho tubaye, abana bakaturirira mu maso atako turi bubigire. Kuko naho woba ufise agafu k'umusururu, kagasukari ugakurehe ko Petero Nkurunziza yagumye ayiduza ibiciro. Ubu inzara yaraduteye nk'akaranda Petero Nkurunziza ataco yinona.

- Kwemera ikiringo ca gatatu ca Petero Nkurunziza, tuzoba tumwemereye ko abandanya atoteza abamama bacu badasiba kwamburwa utwabo mu gisagara ca Bujumbura kandi baba bariko baratarataza ngo bagaburire imiryango yabo. Ivyo akabikora kandi amasoko twahora tudandarizamwo yarayaturiye nka yose, duhomeraye ivyacu, dusubira mw'ihumbi. Aho atagira

isoni, atanimpuhe afise, yarungitse umushikiranjanji wiwe kubeshera Imana ngo niyo yaturiye isoko nkuru ya Bujumbura kugira hubakwe ngo isoko ya kijambere.

- Bakozi ba leta muhuriye mu ma sendika atandukanye, nimwe mwobara inkuru. Igihe cose mwasavye akarusho, Petero Nkurunziza yabashuhuriyeko abapolisi bataye umurongo barabacura bufuni na buhoro, abandi bakozi barirukanwa. Kwemerera Nkurunziza ikindi kiringo, ni uguhuhura ivyahuhutse, nta neza adushakira ataruko dusubira mu buja. Murazi ko asanzwe atwita « Mujeri ».

- Bakozi ba leta, mukwiye gufata iyambere kugira twiyamirize Petero Nkurunziza. Kuko amakungu yatanga infashanyo ari nayo ivamwo ka gashahara gato, azoyihagarika mu gufatira ibihano igihugu c'Uburundi kuko Petero Nkurunziza yabaye intumva kubera ubukunzi bw'inda, kwikunda birengeje kuko amaze imyaka cumi abaho ku buntu, kuko abeshejweho n'amakori dutanga imisi yose.

- Barundi mwese muja gusuma, murazi ingene ibiciro vy'ibifungurwa vyaduze. Abadandaza babizi gusumba kuko babura n'ababagurira, inzara igatsimbataro. Petero Nkurunziza akayica umurya mu kuduza amakori. Mwese murazi OBR aho ibagejeje. Mwobibaza abadandaza bo mu Rumonge bahevyeye baromoka. Ubu hoho tukamwemerera ikindi kiringo, amakori agiye kuduza ntutuzayava imbere. Tutamubujije, tuzorwa mu bana nk'imbeba.

- Barundi mwese ntimuyobewe ingene uruja n'uruza rutaboroheye biturutse ku bitoro bidasiba kuduza ibiciro bigatuma itike y'imodokari iba amananza. Uwipfuzwa kuja kuramutsa uwiwe ntabishikeko, uwubishoboye akabanza kurya ikivi canke agatoke, abadandaza nabo bakaguma bahomba.

- Bantu bo mu Kamenge, Kinama, Kanyosha, Buterere, mwibuke amarira duhitiyemwo y'abacu bagandaguwe bazira ko bari muri FNL canke mu migambwe idacuditse n'ubutegetsu. Twararize turihanagura, bwa butungane Petero Nkurunziza yama avuga ntabwo twigeze tubona. Haguruke mwese tumwiyamirize, naho ahandiho, amarira agiye kuba menshi.

- Banya Gitega, kwemerera Nkurunziza ikindi kiringo muzoba mwemeye igarukanwa rya Rwembe. Ngira ntimwibagiye ingene yabahekuye. Ba Rwembe bazoba benshi.

- Banya Muyinga, kwemerera Nkurunziza ikindi kiringo, mwitegure iyindi miryango izotabwa mu Ruvubu iboheye inyuma. Ngira ntimwibagiye abanyagihugu bagandaguwe bunyamaswa na Bangirinama atumwe na Petero Nkurunziza babazira ko bari muri FNL. Muribuka ko Nkurunziza yabujije ihagarikwa rya Vital Bangirinama.

- Banya Bubanza, kwemerera Nkurunziza ikindi kiringo muzoba mwemeye kwangazwa nkuko Manasse Nzobonimpa yangajwe mwongere musubire kwicirwa abanyu nkuko Petero Nkurunziza yabigize umwuga.

- Banya Kirundo, kwemerera Nkurunziza ikindi kiringo nuko mwemeye ko Gihaha wiwe abacisha kubuhombo. Ivyo yabakoreye azorwiza na cumi.

- Banya Muramvya, kwemerera Nkurunziza ikindi kiringo muzoba mwemeye ko agarukana ca gipolisi kironkome na Desire Uwamahoro kubamarira abanyu nkuko bihitaye.

- Banya Makamba, kwemerera Nkurunziza ikindi kiringo muzoba mwemeye ko basubira kubanyaga udufaranga twanyu mu kubabesha ngo bazobaha ayakuyemwo kabiri. Muribuka bavugaga ngo n'infashanyo ya Petero Nkurunziza ariko mwasanze ahari impene hasigaye ikiziriko. Nubu benshi ntibarihanagura iryosozi. N'i Gitega mu rabizi.

- Bantu bo Mukayanza, kwemerera Nkurunziza ikindi kiringo muzoba mwemeye ko Seneri agaruka kubwinshi gusubira kubakora mu nda.

- Bantu b'i Ngozi, kwemerera Nkurunziza ikindi kiringo muzoba mwemeye uburenganzira bwo gusubira kubanyaga amatongo y'ubakamwo inyubakwa ziwe, namwe mu gasigara mwifumbereje.

- Bantu b'i Mwaro, kwemerera Nkurunziza ikindi kiringo muzoba mwemeye ko babategeka kugurisha icyi canyu ku mafaranga make bakabandanya bababuzwa kukigurisha kuwubaha benshi.

- Bantu b'i Bururi, hagurukire rimwe mutaronerwa. Kwemerera Nkurunziza ikindi kiringo muzoba mwemeye ko asubira kwangaza abanyu nka Nyangoma, n'abandi.

- Bantu bo mu Rutana, kwemerera Nkurunziza ikindi kiringo muzoba mwemeye ko ya Nikele yobagiriye akamaro n'igihugu cose kikaboneraho izoguma ibaca hejuru. Nkurunziza azobirukana mu matongo yanyu kugira acukure ubutare yamaze kugira icibare ciwe.
- Banyagihugu bo muri Bujumbura rurale, mwarasinzikaye cane. Abanyu baragandaguwe bazira ko bayoboka Rwasa. Muribuka ivyabaye mu Gatumba. Sidukana n'iyonka mu manuke mu gisagara ca Bujumbura twiyamirize twese Petero Nkurunziza ntasubire kuduhekura kandi tumushengeze.
- Barundi, barundikazi, aho muva mukagera mu gihugu cose, kwemera ikindi kiringo ca Petero Nkurunziza tuzoba twemeye ko abana bacu batazokwiga Kaminuza kuko yaraye abirukanye kandi kagafashanyo yagomba kubaka, ubu hoho azobikora atacamira.
- Mbonerakure mwese, ni mureke guhendwa. Abo babakoresha suku babafatiye urukundo rwinshi, bariko bakingira inyungu zabo. Mbega mwubatse inzu zingahe ko bobo bakubise amatungo bakuzuzura, kandi bayakuye mu vyanyu no mu vyacu. Babagize abaja ba Nkurunziza. Subiza agatima mpembero murabe ejo hazoza, mureke gukamira mu coze Nkurunziza n'akarwi kiwe.
- Bapolisi namwe basirikare, Petero Nkurunziza afadikanije n'akarwi kiwe kabatwara ku nguvu udufaranga mu korera mu mahanga bikaba akamizwe n'ingoma. Kwemerera Nkurunziza ikindi kiringo nuko muzoba mwemeye gusubira kw'isuka kuko amakungu afasha Uburundi bwacu atarufaranga na rumwe ruzoza. Mu menye ko ibice 30 % vy'amafaranga akoreshwa n'igisirikare ava mu bikorwa vyo kugarukana amahoro mu bihugu vya Somaliya, Repubulika y'Afirika yo hagati, ... Amakungu agiye kudufatira ibihano Nkurunziza tutamwikuyeko, nta musirikare canke umupolisi azosubira muri birya bikorwa, mbere n'abariyo bazotaha. Abenshi, bategekanya kwikenura aruko barungitswe murivyo bikorwa. Mukemera ikindi kiringo ca Nkurunziza, muzoba mu muhayeye ububasha bwo kubasubiza kw'isuka.
- Basirikare namwe ba polisi, hakane amategeko yose yo gutosekaza agateka k'umunyagihugu. Mu ndahiro yanyu, mwiyeje gukingira igihugu n'abanyagihugu. Uburundi bwaraye butewe na Petero Nkurunziza, nico gituma ari uburenganzira bwanyu bwo kutasubira kumuyoboka kandi ari ngombwa ku mutembagaza hakiri kare amazi ataragenda inkombe.
- Barundi, barundikazi, Abasokuru barayamaze kandi bati : « Uwambaye ikirezi ntamenya ko cera ». Ico kirezi mwambaye barundi mwese, n'izo ngoga, n'iryo shaka vyo guhakana ko dusubira mu buja. Petero Nkurunziza akunda kw'ivugira yuko uwuzotangura intambara, izohera mu rugo iwe, igaherera iwe. Sidukana n'iyonka kuva kuruyu wa mbere, tumufashe iherere iwe kuko ariwe yayitanguye.

=====

[SUEDE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI]

LETTRE AU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES FRANCAIS

Burundi news, le 25/05/2015

Forum des Diasporas Burundaises

Suède, le 21 mai 2015

(Belgique, France, Norvège, Royaume-Uni et Suède)

“FODIB”

E-mail : fodib14@yahoo.fr

À S.E. Laurent FABIUS
 Ministre des Affaires Etrangères
 de la République Française
 à
 Paris

Excellence Monsieur le Ministre,

Par la présente, nous membres de la Diaspora Burundaise rassemblés au sein du FODIB (Forum des Diasporas Burundaises en Europe) , touchons sur la sonnette d'alarme et recourons à votre Haute Autorité pour que la France déplore , comme d'autres états l'ont déjà entrepris, l'état des populations civiles du Burundi qui subissent aujourd'hui des violences graves de la part des corps étatiques de répression dont la Police Nationale et une partie de l'Armée Nationale vouée au président Nkurunziza et non-étatiques constitués par la Milice Imbonerakure du parti au pouvoir, le CNDD-FDD. La situation s'avère très grave et mérite votre rapide réaction avant qu'il ne soit trop tard.

En effet, Excellence Monsieur le Ministre, un bref rappel du fil des événements trace l'horreur fulgurante qui règne dans notre pays le Burundi à cause du président Nkurunziza qui veut à tout prix se maintenir au pouvoir en briguant un 3ème mandat contraire à la Constitution et aux Accords d'Arusha chers à toute la population burundaise qui les a durement négociés après un bain de sang.

1. Dans le souci de prévenir une crise potentiellement grave, la Communauté tant nationale qu'internationale y compris le Haut-Commissaire pour les Droits de l'Homme s'est relayée auprès du président Nkurunziza pour le convaincre de ne pas prétendre à un autre mandat inconstitutionnel, un mandat de tous les dangers. Rien n'y fut .

2. En date du 25 Avril 2015, le parti au pouvoir, le CNDD-FDD a organisé un congrès pour plébisciter Pierre Nkurunziza, comme candidat du parti aux élections présidentielles de juin 2015 pour un troisième mandat

Dès le lendemain de cette candidature, des manifestants ont envahi la rue y trouvant des policiers et miliciens Imbonerakure pré-positionnés et prêts à en découdre avec des civils non armés en tirant des balles réelles sur des manifestants. Les manifestations ont continué jusqu'aujourd'hui exigeant le retrait du 3ème mandat de Nkurunziza. Près d'une trentaine de manifestants pacifiques

ont déjà rendu leur âme par des balles réelles tirées par les policiers appuyés par les miliciens Imbonerakure. Chaque jour, des manifestants sont tués, blessés ou emprisonnés et d'autres citoyens qui s'opposent au troisième sont accusés de tous les maux et sont arrêtés . Ceci n'est rien d'autre qu'un crime contre l'humanité.

3. La situation délétère qui prévaut dans l'arrière-pays a entraîné une forte fuite de la population vers le Rwanda, la Tanzanie et la République Démocratique du Congo ; d'autres ont fui la capitale Bujumbura pour se réfugier à l'intérieur du pays , d'autres continuent à fuir ou rester dans la clandestinité pour sauver leur vie. Actuellement plus de 130.000 burundais ont déjà fui le pays. Comme le malheur ne vient jamais seul, on signale déjà une trentaine de morts de choléra dans un camps de réfugiés. Il est grand temps de réagir.

4. Un plan d'élimination physique des opposants au 3ème mandat conçu par les services de renseignement du président Nkurunziza avait été dénoncé dernièrement et prend effet. Et voilà, sans tarder, un premier leader de l'opposition, le Président du parti UPD, Feruzi vient d'être lâchement assassiné touché par plusieurs balles tout près de son domicile avec son garde du corps par des personnes en uniforme de la garde présidentielle. Quelle horreur ! La liste est longue. Au même moment , Nkurunziza continue à l'aise sa campagne électorale dans le cadre de sa course à lui seul pour les élections communales, législatives et présidentielles, comme si rien n'était. Quel cynisme !

Excellence Monsieur Ministre,

D'emblée, nous constatons avec amertume que la France semble privilégier la protection de ses ressortissants et soutenir plutôt le président Nkurunziza soit disant que le flou de la Constitution sur les mandats est à son avantage .

Nous déplorons que la population est en train de mourir à cause d'un 3ème mandat que toute la communauté internationale , à l'exception de certains gouvernements comme le gouvernement français , a clairement dénié à Pierre Nkurunziza.

Nous affirmons qu'aucune considération ni aucun calcul géostratégique ne peuvent aller dans le sens contraire des intérêts du peuple . Le déni de la démocratie à travers la violation de la constitution et l'enterrement des accords d'Arusha signés dans le sang ne sauraient être encouragés par un pays comme la France, terre des droits de l'homme et surtout terre de La Baule où est née la démocratie africaine.

Toutefois, nous adressons nos félicitations et remerciements au Parti Socialiste français pour sa position claire contre le troisième mandat de Nkurunziza, tout en le priant de faire pression sur son gouvernement pour ne pas transgresser sur un principe démocratique quel que soit le calcul politique ou stratégique. Nous nous posons aussi des questions, entre autres, pourquoi la France champion mondial de de la liberté d'expression, se taise quand elle voit un gouvernement burundais saccager et bruler toutes les radios et télévisions privées , fait des menaces et des convocations inopportunes des journalistes.

Se référant à l'histoire non lointaine, nous rappelons aux français que le génocide rwandais de 1994 aurait pu être évité si la France y avait mis toutes les précautions nécessaires et n'avait pas soutenu le régime rwandais de l'époque. Que cette histoire de complicité ou de non-assistance à des personnes en danger ne se répète pas pour notre pays, le Burundi.

Les peuples africains sont entrain de prendre en mains leurs destinées et la France ne devrait pas prendre le chemin allant contre le cours de l'histoire.

Excellence Monsieur le Ministre,

De tout ce qui précède, nous demandons avec ultime insistance à la France

a) de clarifier sa position par rapport au troisième mandat et de se positionner comme d'autres pays notamment la Belgique à propos de l'aide en cas du refus catégorique du président Nkurunziza. Et sur ce, de faire respecter les accords d'Arusha, en exigeant de manière inconditionnelle à Mr. Nkurunziza de se retirer de la course vers un troisième mandat.

b) d'exiger au pouvoir actuel de Bujumbura de libérer tous les prisonniers politiques actuels et anciens d'enterrer le plan d'élimination des opposants au 3ème mandat

c) de montrer l'exemple, à l'instar de la Belgique , en suspendant les budgets prévus pour soutenir les élections au Burundi et surtout les budgets destinés à l'aide de la police burundaise dont les actes de barbarie envers les manifestants pacifiques se sont déroulés devant les caméras du monde entier. Nous insistons également sur l'impératif nécessité de constater que les élections tel que prévues en cette période de mai et juin ne sont ni réalistes ni réalisables.

d) d'exiger l'arrêt immédiat des massacres, des arrestations et des tortures. Dans un blackout total, tous les opposants à ce troisième mandat risquent d'être éliminés sur tout le territoire burundais par les « Imbonerakure », milice de Pierre Nkurunziza sous l'œil complice de la police et certains militaires à la solde du régime de Bujumbura.

e) d'exiger le respect de la liberté de manifester, le respect de la liberté de la presse , la réouverture des radios-télévisions privées et la libération de tous les manifestants arrêtés et de tous les prisonniers politiques tant actuels qu'anciens. La liberté et le droit à des informations objectives et variées sont un des signes prometteurs d'un état de droit que le régime de terreur à Bujumbura est en train de ternir.

Comptant beaucoup sur votre bonne compréhension de la situation très précaire qui prévaut actuellement dans notre pays le Burundi et sur votre prompt réaction afin de contribuer pleinement à sauver des vies humaines avant qu'il ne soit trop tard, veuillez bien , agréer , Excellence, Monsieur le Ministre, l'expression de nos franches reconnaissances.

Pour le FODIB

Oscar Butare, Président

=====
=====

[BELGIQUE] [CULTURE] [THEATRE] Burundi/Diaspora-Belgique Culture- AGENDA: 15 et 16 mai 2015- Pas Un Regard en Arrière-théâtre

A Bruxelles, en ce début du mois de mars 2015, Mme Christine Kayisha-Rugurika (Burundaise) prépare le lancement de sa tournée pour sa pièce de théâtre (tragi-comédie) ' Pas Un Regard en Arrière: théâtre'.

Petit résumé de la Pièce: Bijou, jeune maman de 2 petits garçons, s'est mariée à Jacques, un riche homme d'affaires, par facilité et pour vivre dans le confort, ce qui lui permet de ni devoir travailler, ni continuer ses études. Malheureusement tout ne se passe pas comme prévu! Après seulement quelques années de mariage, Bijou subit les infidélités et la maltraitance de son mari. Comment Bijou va-t-elle réagir lorsqu'elle se verra une nouvelle fois humiliée par son mari? #pasunregardenarriere

A vos agenda:

A Bruxelles vendredi 15 et samedi 16 mai 2015 – LES PRÉVENTES SONT DÉJÀ DISPONIBLE
Au théâtre Mercelis -13 rue Mercellis 1050 Bruxelles. Prix: 8 EUR / 5 EUR par groupe de 5+
Réservation : INFO@DSBCPRODUCTIONS.COM TEL: +32 0473926823

La pièce est coproduite avec Kairos Jeunesse/DSBC PRODUCTIONS/ SN MANAGEMENT. Elle est écrite et mise en scène par Mme Christine Kayisha – Rugurika.

La liste des comédiens: Vanessa Do Santos (Bijou), Bébé Njole (Nina), Emmanuelle Koyankunze (Maman Annette), Ramses Ramazani(Jacques), Arnaud Marlone (Alan), Ashley Marie (Aissa), Raissa Kaze (Flo), Félix de Ramay (Gabson), Huguette Ngoma (Maddie), et Kay (Sarah).

Mme Christine Kayisha – Rugurika fait parti du cercle fermé des artistes Barundi qui étincelle en Europe...

DAM, NY, AGNEWS, le lundi 2 mars 2015

=====
=====

[BELGIQUE] [POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] Nouvelle manifestation anti-Nkurunziza prévue ce samedi à Bruxelles

@rib News, 20/05/2015

INVITATION A LA MANIFESTATION

« FREE BURUNDI ! »

tous ensemble, MANIFESTONS CONTRE le DRAME Humain et la crise politique EN COURS AU BURUNDI.

Le comité de solidarité et de suivi de la crise politique et humanitaire au Burundi, invite tous les Burundais de Belgique et des pays voisins, tous les amis du Burundi et les O.N.G qui défendent les Droits de l'homme à une manifestation en faveur de la Paix, de la Liberté et de la Démocratie au Burundi.

Ce SAMEDI 23 MAI 2015 A BRUXELLES

Rond-point SCHUMAN

DE 11H00 à 13H00.

Quartier européen, à l'intersection des rues de la Loi, Archimède, Froissart et des avenues de Cortenbergh et de Auderghem Sortie du Metro Schuman ou arrêt Schuman : 12 21 22 36 60 79 N06

Nous exigeons :

=====
=====

[BELGIQUE] [POLITIQUE][SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] Des Burundais de Belgique invitent Nkurunziza à concrétiser sa promesse de dialogues

@rib News, 17/05/2015

COMMUNIQUE DE PRESSE

(Bruxelles, 17 mai 2015)

Au nom de la Communauté Burundaise de Belgique, le comité de solidarité et de suivi réaffirme son engagement en faveur du respect des accords d'Arusha et de la constitution Burundaise.

Nous demandons à l'ensemble de la communauté internationale de rester solidaire avec le peuple burundais pour exiger le retour à la sérénité et au respect strict des droits humains.

=====
=====

[BELGIQUE] [POLITIQUE][SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] Des Burundais de Belgique saluent la destitution de Nkurunziza

@rib News, 14/05/2015

"Au nom de la Communauté Burundaise de Belgique", le comité de solidarité et de suivi de la crise burundaise exprime son « soulagement en apprenant qu'enfin les forces vives de la nation burundaise ont parfaitement compris nos inquiétudes et qu'enfin le Dictateur Nkurunziza vient d'être destitué », lit-on dans un communiqué publié à Bruxelles dans la nuit de mercredi à jeudi.

« Nous considérons l'initiative du général NIYOMBARE et ses camarades non pas comme un coup d'état mais plutôt comme un acte citoyen de dernier recours pour sauver le peuple burundais de la noyade. », dit encore le communiqué signé Mamès Bansubiyeko, Coordinateur de ce comité.

Lire l'intégralité du Communiqué <http://www.arib.info/COMMUNIQUE-DE-PRESSE-13-mai-2015.pdf>

=====
=====

[BELGIQUE] [POLITIQUE][SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] Nouvelle manifestation à Bruxelles contre le 3è mandat de Nkurunziza

@rib News, 06/05/2015

INVITATION A UNE MARCHE MANIFESTATION DES BURUNDAIS DE BELGIQUE

Le comité de suivi de la crise politique et institutionnelle burundaise constitués des Burundais de divers horizons ici en Belgique, porte à la connaissance de la communauté burundaise de Belgique et des pays voisins, à tous les amis et partenaires du Burundi, qu'une marche-manifestation en faveur de la paix et de la sauvegarde des accords d'Arusha est organisée ce dimanche 10 Mai de 14H à 16H30 à Bruxelles.

Lire la suite...

=====
=====

[FRANCE] [POLITIQUE][SOCIETE CIVILE] [MSD] Burundi news, le 24/05/2015

Par David Gakunzi

David Gakunzi Devenez fan

Directeur du Paris Global Forum

Burundi: le temps de la responsabilité internationale

Lettre ouverte au sujet du Burundi adressée aux Présidents François Hollande, Barack Obama, Uhuru Kenyatta, Jakaya Kikwete, Paul Kagame, Yoweri Museveni, Jacob Zuma

Messieurs les Présidents,

Chaque jour, depuis des semaines, chaque jour la même histoire: des opposants, des leaders associatifs, des journalistes et des simples citoyens bastonnés, enlevés, torturés, abattus. La violence officielle extrême quotidienne comme fait divers banal, normalisé. Dernier crime en date: ce vendredi 22 mai: des grenades lancées dans l'obscurité sur le marché de Bujumbura des femmes vendeuses de fruits qui travaillaient encore. Oui, le Burundi tangué; il se fait tard à Bujumbura et demain il risque d'être, hélas, trop tard...

Et, de nouveau, comme d'habitude, nous irons alors -encore une fois, déplorant "la folie humaine"- ramasser le long des impasses perdues, ramasser au fond des fosses communes des vies emportées en tas par la destructivité radicale, emportées amputées, emportées des plaies dans la chair, des trous dans les os. Certains d'entre-nous verseront même à l'occasion, devant flashs et caméras du monde, des larmes de circonstance et, tous en chœur, nous reprendrons le même refrain: "Nous n'avons pas vu venir cet impensable-là".

Oui, affirmatif: si rien n'est entrepris aujourd'hui, cela arrivera. Quand? comment? Je ne sais pas. Tout ce que je sais c'est que l'effroyable mécanique de la machinerie à tuer en masse est en marche; tout ce que je sais c'est que les signes avant-coureurs prédisant un Rwanda 1994 au Burundi en 2015 sont déjà là, visibles, palpables, flagrants.

Il y a d'abord ces milices armées, les Imbonerakure, véritables sosies des tristement célèbres Interahamwe du Rwanda. Même structuration, même rationalité, même logique, même inculture, même embrigadement idéologique, même idéologie: l'essence de l'homme procéderait de sa naissance, de ses origines biologiques, de son ethnie, de son sang! Même idéologie et cousinage, alliance et unité d'action dans la barbarie vérifiées, documentées sur le terrain.

Il y a ensuite cette pratique de l'intimidation, de la brutalité, de la terreur, de la violence illimitée, de l'élimination physique instituée comme exercice banal d'écrasement de toutes les voix discordantes par le pouvoir en place. Des voix dissidentes à jeter hors monde, des voix dissidentes -dit-on, là-bas- à "kumesa", traduisez: à nettoyer.

Puis, il y a au sommet de ce pouvoir un homme emmuré sur lui-même se rêvant monarque absolu; un homme aspirant à un Burundi dans lequel sa seule et unique volonté ferait force et loi en lieu et place de la constitution et de l'accord d'Arusha, textes liant les Burundais les uns aux autres; un

homme, du nom de Nkurunziza, prêt à saigner tout le sang de son peuple pour demeurer au pouvoir encore et encore; un homme, la conscience atrophiée, décidé à faire accepter à ses concitoyens et au monde, décidé à faire avaler à tous, par tous les moyens, comme moral et légal, l'inacceptable.

Messieurs les Présidents,

Disons les choses clairement, sans détours: lorsqu'on maltraite, on torture, on abat les hommes comme des bêtes sauvages, lorsque la barbarie s'installe, prospère, enfle comme un monstre, ne pas prendre clairement, concrètement, sans équivoque, position, ne pas bouger, relève tout simplement de la lâcheté la plus abjecte.

Trêve donc des mots sans saveurs et des palabres diplomatiques sans éclats ni éclairs. Des actes. Des actes parce que le commandement de répondre de l'autre, lorsqu'il n'est que palabre sans décision politique ni action ferme, concrète, demeure une chimère, demeure une supposition, un conte, une abstraction sans effet sur le mal à combattre.

Messieurs les Présidents,

Des actes car face à l'épouvante actuelle, il est de votre devoir d'homme, dans ces moments de glissement vers la barbarie, d'être du côté des écrasés de Bujumbura; il est de votre responsabilité de les protéger.

Des actes et vite, car chaque heure qui passe est vitale, déterminant; car chaque jour qui s'en va emporte une vie. Des actes, c'est-à-dire plus concrètement primo amener Nkurunziza -de gré ou de force- à respecter les textes fondateurs du vivre-ensemble là-bas, je vais parler de l'accord d'Arusha et de la Constitution limitant à deux le nombre des mandats présidentiels et à retirer sans délai donc sa candidature pour un troisième mandat; deuxio favoriser la mise en place d'un gouvernement de transition chargé de préparer les élections dans une période de 12 mois; tertio superviser le désarmement et le démantèlement des milices imbonerakure; quarto exiger la libération de tous les prisonniers politiques et l'arrêt immédiat de la pratique de la torture; quinto exiger le rétablissement sans délai des libertés civiles, politiques, du droit de manifester et du droit à l'information.

Des actes, Messieurs les Présidents. Des actes pour que ne revienne plus la triste mélodie des corps brutalisés, mutilés, jetés, des corps débris, déchets, désacralisés. Des actes aujourd'hui, maintenant: il est mieux indiqué de soulager les souffrances au présent que de jouer demain à guérir les morts avec casques bleus déployés et drapeaux humanitaires flottant au vent.

Messieurs les Présidents,

Nos regards sont tournés vers vous; nous comptons sur vous pour assumer notre commun devoir d'humanité. Sinon, inexorablement surgira en force -je ne sais quand- de nouveau, encore une fois, sur nos écrans le temps macabre de l'innommable. Et que la vie soit ainsi totalement saccagée parce que vos consciences languissaient dans une imperturbable insomnie éthique et l'histoire vous accusera éternellement de complicité et votre conscience en sera troublée à jamais.

Messieurs les Présidents,

C'est maintenant. Des actes. Des actes pour le Burundi.

=====
=====

[CANADA] [POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [MSD] Les Burundais du Canada battent le pavé contre Nkurunziza

Radio-Canada, 2 mai 2015

Manifestation contre le président du Burundi à Ottawa

La situation tendue au Burundi inquiète grandement des membres de la communauté burundaise d'Ottawa. Le président du pays, Pierre Nkurunziza, viole la constitution de son pays en sollicitant un troisième mandat.

Depuis cette annonce, la semaine dernière, les manifestations sont violemment réprimées dans la capitale. Des Burundais disent craindre un autre génocide dans ce petit pays, voisin du Rwanda.

=====
=====
[SUEDE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] Burundi news, le 20/05/2015

Forum des Diasporas Burundaises
(Belgique, France, Norvège, Royaume-Uni et Suède)
“FODIB”

Suède, le 15 mai 2015

Position du Forum de la Diaspora Burundaise par rapport à la prise du pouvoir par le Comité de Salut pour le Rétablissement de la Concorde Nationale

Genèse de la crise institutionnelle et humanitaire au Burundi

Obstiné à se porter candidat aux présidentielles de juin 2015 pour un troisième mandat, Monsieur Nkurunziza prend pour ennemi toute personne, organisation qui attire son attention sur cette candidature illégale et illégitime porteuse de tous les dangers :

La presse est prise pour cible, des démarches de mise à l'écart de la représentation des Nations-Unies sont entamées, la préparation de sa candidature n'est plus qu'un secret de polichinelle malgré les conseils de hautes personnalités et organisations tant nationales qu'internationales.

On observe un véritable ballet diplomatique jamais vu au monde : EAC, UA, UE, USA, France, Belgique, Nations-Unies, etc... se succèdent tour à tour pour attirer son attention sur les dangers de la violation des accords d'Arusha et de la Constitution.

Inutile de revenir aux conseils des anciens chefs d'Etat du Burundi tous unanimes que de part l'illégalité avérée de ce troisième mandat, qu'il allait de surcroît plonger le pays dans le chaos.

Presque toutes les représentations des diasporas burundaises dans le monde ont fait de même indistinctement des appartenances politiques, ethniques et toutes générations confondues.

Le camp CNDD-FDD dont il est issu comprend avant lui et sort du mutisme pour se ranger du côté des accords d'Arusha et de la constitution à commencer par ses plus proches : parlementaires, porte-parole de son parti, son propre porte-parole ainsi que ses propres services de renseignement tentent de le convaincre à ne pas violer les Accords d'Arusha.

En date du 25 Avril 2015, le Parti au pouvoir, le CNDD-FDD organise, au grand mépris du règlement d'ordre intérieur et en dépit de tous les conseils, un congrès pour plébisciter Pierre Nkurunziza, comme candidat du parti aux élections présidentielles de juin 2015.

Pourtant, Pierre Nkurunziza venait de terminer ses deux mandats et ne pouvait en aucune manière se représenter sans violer la constitution et les Accords d'Arusha signés entre les partenaires politiques en Aout 2000 ; constitution dont la tentative pernicieuse d'amendement venait d'être rejetée par l'Assemblée Nationale.

Ainsi, dans sa permanence encerclée par des Imbonerakure du Parti scandant des chansons pleines de menaces de mort à l'endroit de ceux qui s'opposeraient au troisième mandat, le parti CNDD-FDD a franchi le Rubicon en désignant Pierre Nkurunziza comme candidat qui a aussitôt accepté .

Dès le lendemain de cette candidature, des manifestants ont envahi la rue y trouvant des policiers et miliciens Imbonerakure pré-positionnés et prêts à en découdre avec des civils non armés. Ils avaient reçu des ordres clairs d'empêcher les manifestations par la force des armes y compris en donnant la mort. C'est ce qui a été fait ce dimanche du 26 Avril où deux manifestants ont été tués par balles réelles dans la journée tandis que deux autres ont été assassinés en pleine nuit chez eux par des policiers.

C'est dans ce contexte le Forum des Diasporas Burundaises (FODIB en sigle) se joint aux autres sons de cloches pour alerter le Secrétaire Général des Nations-Unies dans sa lettre du date du 27 avril 2015.

Dès lors, beaucoup de sang et de pleurs ont coulé dans le pays à la grande indifférence du président qui vient d'être destitué par le Comité de Salut pour le Rétablissement de la Concorde Nationale avec à la tête le Général Niyombare Godefroid.

ENIGME POLITIQUE UNIQUE EN SON GENRE

Avant une quelconque prise de position, le FODIB a consulté tous ses membres de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Norvège, de la Suède. Il leur a posé la question suivante : « Quelle autre alternative de sortie d'impasse politique et sécuritaire pour un chef d'Etat qui pousse l'avidité du pouvoir jusqu'à la création d'une milice armée bien entraînée à l'intérieur et à l'extérieur du pays et bien équipée aux frais de l'Etat et à l'insu du ministère de la défense nationale, parallèlement aux Forces de Défense Nationale dont il est sensé être le commandant suprême ? ».

La même question est laissée à la communauté nationale et internationale pour tentatives de réponse.

Position et recommandations du FODIB

1° Le FODIB félicite le comité de Rétablissement de la Concorde Nationale pour avoir prêté main forte à l'initiative populaire pour arrêter les intentions malveillantes de Nkurunziza d'imposer un troisième mandat illégal par la corruption et les menaces de la cour constitutionnelle, la division ethnique et régionale des forces de l'ordre et la violence injustifiée contre son peuple.

2° Le FODIB rend hommage à la jeunesse burundaise pour son patriotisme, sa résistance téméraire et son sens du sacrifice devant la barbarie de la machine répressive du président déchu et saisit cette occasion pour exprimer sa compassion aux blessés et aux familles en deuil suite à l'hécatombe orchestrée par cette machine à tuer de Nkurunziza.

3° Le FODIB exige la traduction en justice des auteurs de ces barbaries, ainsi que les commanditaires, Nkurunziza en première ligne.

4° Le FODIB appelle la communauté internationale de comprendre que cette initiative populaire, finalisée par l'armée est plutôt un acte salutaire et non un coup d'état face à la détermination de Nkurunziza à se maintenir au pouvoir par la force et l'arrogance. Ce n'était que la seule alternative possible et imaginable après différentes tentatives de compromis politico-diplomatiques auxquelles il est resté imperturbable.

5° Le FODIB saisit l'occasion pour appeler l'Union Est Africaine à revoir sa position, soutenir le comité de salut pour le rétablissement de la concorde nationale. Il en est de même pour tous les pays qui ont pris des positions similaires en condamnant ce qu'ils appellent à tort un « coup d'Etat ».

6° Le FODIB appelle cependant le Comité de Concorde Nationale de prioriser la sécurité sur toute l'étendue du territoire, puis s'asseoir avec tous les acteurs politiques, la société civile et tous les acteurs de ce changement pour rassurer d'abord tous les burundais quant au respect des accords d'Arusha, de la constitution ainsi que la tenue des élections libres, inclusives et démocratiques dans des délais raisonnables.

Pour le FODIB

Oscar Butare, Président

=====
=====
JUN 2015
=====
=====

[FRANCE] [POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [MSD] AUX ARMES CITOYENS!

Burundi news, le 24/06/2015

Par Gratien Rukindikiza

La situation burundaise est inquiétante. Des personnalités fuient le Burundi. Le 2^e vice Président Gervais Rufyikiri vient de claquer la porte du gouvernement en profitant de son voyage en Belgique. Le président de l'Assemblée Nationale Pie Ntavyohamana vient de quitter le Burundi pour ne plus y retourner.

Si ces deux personnalités viennent de quitter le Burundi, c'est que la situation est grave car ils sont au cœur des informations. Ils savent bien ce qui se prépare.

La peur doit changer de camp

La police a tiré sur les manifestants à balles réelles et les manifestants fuyaient. Aujourd'hui, le peuple commence à comprendre que les armes utilisées par la police ont été achetées avec les impôts payés par le même peuple. Ce peuple récupère ses armes avec raison. A Musaga, un policier a tué un civil et les habitants de Musaga ont tué un policier. La position de la police à Musaga a dû fuir.

Dans Bujumbura rural, la peur a gagné le camp de la police. La peur gagne aussi le pouvoir. Le lendemain est incertain. Quand un peuple ose affronter les balles, le pouvoir doit trembler.

Désarmer les ex-FAB, missions des ex-FDD pro 3 e mandat

Certains commandants des unités militaires ex- FDD qui soutiennent le 3 e mandat ont participé à une réunion au bar Iwabonabantu. Cette réunion avait pour objet l'organisation du désarmement des militaires ex FAB de l'armée pour préparer une éventuelle attaque venant des rebelles. Ce désarmement impliquera des morts. Cela signifie que Nkurunziza veut mettre en exécution un plan génocidaire pour asseoir son pouvoir. Il commencera par éliminer les ex- FAB et éliminer tous ceux qui peuvent gêner son pouvoir. Sont visés les opposants et l'ethnie tutsi si on entend l'orientation du discours actuel quand le Président déclare qu'il a un problème avec les tutsi.

Les militaires ex-FAB ne resteront pas des spectateurs. L'heure est grave. La vigilance s'impose.

Aux armes citoyens, marchez vers la victoire

Le Président Nkurunziza n'a pas donné d'autres choix au peuple. Si tu manifestes pacifiquement, on te tire dessus. Si tu ne fais rien, on te trouve chez toi pour t'arrêter ou te tuer pour que tu n'aies pas manifesté. Qu'est-ce qui te reste? Attendre que les imbonerakure et la police viennent te chercher?

Il est temps que le peuple se protège pour refuser à la police d'arrêter les gens sans motif, pour mettre hors de nuire les imbonerakure. Le peuple a droit à des armes pour se défendre, y compris pour chasser un pouvoir illégal.

Les traîtres de la République

Le palme d'or de la trahison est le 1 er vice-Président de la République. Il est le responsable de la sécurité. Il est aussi le responsables des massacres de police et des imbonerakure.

Le deuxième traître est ce nouveau ministre de la défense, marionnette d'Adolphe Nshimirimana. Il assiste aux tueries sans rien dire.

=====
=====

[PAYS-BAS] [POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI]Appel à
Manifestation des Burundais ce vendredi 5 juin à La Haye @rib News, 02/06/2015

ORGANISATION DE VOYAGE EN CAR POUR LES BURUNDAIS DE BELGIQUE QUI VONT
MANIFESTER A LA HAYE

Un car de 64 personnes a été prévu pour les burundais de Belgique qui désirent aller manifester à La Haye ce vendredi 05 juin 2015

Le prix est aller-retour est de 15 :00 (quinze) Euro par personne

Lieu et heure de rencontre : KUBARUNDI (Chaussée d'Anvers N°30-Boîte Postale 1000 Bruxelles) @ 08 :30

Confirmation ET PAYEMENT auprès d'Ingrid ou Donatien (Même adresse) pour ceux qui viennent de Bruxelles et de ses environs :

=====
=====

[BELGIQUE] [CULTURE] Burundi/ Diaspora-Théâtre: Christine Rugurika Kayisha et sa pièce – Pas un regard en arrière

A Bruxelles, fin mai 2015, la Burundaise Mme Christine Rugurika Kayisha et son ami Serena Nalty ont marqué le monde théâtral de variété Belge. Elles ont procuré 2 soirées de merveilles à tous leurs fans qui étaient venus découvrir leur nouvelle pièce du sacré feuilleton “Pas un regard en arrière”

Les vendredi 15 et samedi 16 mai 2015 au Théâtre Mercelis à Ixelles, les salles étaient comblées et les applaudissements n’ont pas cessé.

Pour ceux qui souhaitent la voir, parce qu’ils ont raté les séances du mois de mai 2015, il y a possibilité de se rendre à Liège en Belgique au mois de septembre pour voir la pièce.

Au Burundi, en 2014, on a découvert un pays qui donne du rêve à ses jeunes. Mme Christine Rugurika Kayisha a fait parti des artistes Burundi qui font rêver la jeunesse burundaise d’aujourd’hui ...

DAM, NY, AGNEWS, le lundi 8 juin 2015

=====
=====

[BELGIQUE] [POLITIQUE] Burundi/Élections 2015 – Diaspora : Les résultats des élections à Bruxelles en Belgique

A Bruxelles, capitale de l’Europe, ce lundi 29 juin 2015, l’équipe de la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante) dépêchée à l’ambassade du Burundi a publié les résultats du vote de ces élections Communales et Législatives 2015.

Voici les résultats des élections burundaises à Bruxelles, reçu de l’ Ambassade du Burundi :

Sur un total de 105 votants:

– Le CNDD-FDD: 81 soit 77,14%

– UPRONA: 2 soit 1,90%

– FNL: 4 soit 3,80%

– URUNANI Copa:0

– Palipe AGAKIZA: 2 soit 1,90%

– Annulés : 8,57%

Le parti CNDD-FDD a remporté le scrutin dans le bureau de vote de Bruxelles avec 77,14 %

Le Burundi organise en ces mois de juin et de juillet 2015 ses 3èmes élections démocratiques consécutives depuis 2005, année de la fin de la Dictature des Bahima Burundais (Micombero, Bagaza, et Buyoya) qui a fait en 40 de pouvoir plus de 4.5 Millions de victimes, le fameux génocide régicide contre les Burundi : <http://www.burundi-agnews.org/genocide.htm> ; <http://www.burundi-agnews.org/ccburundi.htm> ; et http://www.burundi-agnews.org/agnews_refugees.htm

DAM, NY, AGNEWS, le lundi 29 juin 2015

=====
=====

[BELGIQUE] [POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] Marche manifestation à Bruxelles ce 1er juillet, jour d’indépendance du Burundi

@rib News, 28/06/2015

INVITATION A LA MANIFESTATION DU 1ER JUILLET 2015 « FREEBURUNDI ! »

TOUS ENSEMBLE, MARCHONS POUR LA LIBERTÉ, LA DIGNITE, LA DÉMOCRATIE ET CONTRE LE DRAME HUMAIN EN COURS AU BURUNDI.

Il y a 53 ans, le 1er juillet 1962, le Burundi proclamait son indépendance. Tous les burundais dans l’unité et la solidarité avait fait bloc derrière le Prince Louis Rwagasore pour exiger pacifiquement mais de manière intransigeante leur liberté et leur dignité.

En cette date du 1er juillet 2015 hautement symbolique pour tout le peuple Burundais, le comité de solidarité et de suivi de la crise politique et humanitaire au Burundi invite tous les Burundais de Belgique et des pays voisins, tous les amis du Burundi à une marche manifestation en faveur de la Liberté et de la Paix au Burundi.

=====
=====

[BELGIQUE] [POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] Le Comité de suivi en Belgique appelle à un large rassemblement au Burundi

@rib News, 26/06/2015

Appel pour un large rassemblement afin de Sortir le Burundi de la crise actuelle

A l'attention des acteurs politiques et aux leaders de la société civile au Burundi

Mesdames, Messieurs,

Nous accueillons avec soulagement et admiration la prise de position que vient de prendre Mr. Gervais RUFYIKIRI Vice-Président du Burundi.

Nous saluons ce sursaut auquel s'est déjà rallié la majorité des cadres du CNDD-FDD, ainsi que des autres partis politiques de l'opposition, des Ministres, des hauts cadres du gouvernement burundais et du haut commandement militaire burundais.

Lire l'intégralité de l'Appel

=====
=====

[ALLEMAGNE] [POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] Manifestation à Cologne contre le 3ème mandat de Nkurunziza

@rib News, 22/06/2015

Manifestation contre le mandat de la mort :

c'était le tour des Burundais d'Allemagne

Par Sébastien Ntahongendera

Depuis que Pierre Nkurunziza a poussé à l'extrême son incivisme en briguant un troisième mandat aussi illégal qu'illégitime, au niveau de la diaspora, il ne se passe, pratiquement, aucune semaine sans une manifestation. En date du 20 juin 2015, c'était le tour des Burundais vivant en Allemagne de donner le carton rouge.

Et quel engouement ! Quelle solidarité ! En effet, comme cela se passe dans d'autres pays européens, les Burundais vivant dans d'autres pays d'Europe étaient venus en renfort à leurs compatriotes d'Allemagne. Ils étaient venus de la Belgique, de la France et de la Hollande.

Assassinat du Pr Ruzenza : 20 ans plus tard, le mystère reste entier.

Lire la suite du Reportage

=====
=====

[BELGIQUE] [POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] Transport Belgique-Cologne pour la Manifestation anti 3ème mandat

@rib News, 16/06/2015

Le Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise Politique et Humanitaire secouant le Burundi porte à la connaissance des Burundais du BENELUX qu'un car d'une soixantaine de personnes a été prévu pour les burundais qui désirent aller dire leur dernier refus à la candidature illégale et illégitime de Nkurunziza Pierre et sensibiliser le peuple et les autorités Allemandes sur le drame

humanitaire qui se commet au Burundi au grand mépris des inquiétudes et des conseils des bailleurs de fonds et de la communauté internationale en général.

Lire les détails

=====

[BELGIQUE] [POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] Le Comité de suivi en Belgique propose une voie de sortie de la crise au Burundi

@rib News, 14/06/2015

Nécessité d'une feuille de route pour

Sortir le Burundi de la crise actuelle

À l'attention des acteurs politiques et aux leaders de la société civile au Burundi

Mesdames, Messieurs,

Nous suivons avec attention les efforts des uns et des autres dans la crise que traverse le Burundi.

Nous avons parfaitement conscience que la sortie de cette crise va exiger que chacun fasse un effort particulier pour regarder par-delà le quotidien pour croire en l'avenir, un avenir rassurant, stable et propice à un épanouissement de chacune et chacun des enfants du Burundi.

Lire la suite et l'intégralité

=====

[CANADA] [POLITIQUE] Plus de 600 Burundais font l'objet d'une mesure de renvoi du Canada

La Presse, 05 juin 2015

Burundi : Ottawa renvoie des ressortissants malgré la crise

Quelque 100 000 personnes ont fui les violences qui embrasent le Burundi depuis le mois d'avril, mais le Canada continue d'y renvoyer des ressortissants à qui il refuse de délivrer un permis de séjour.

Les autorités canadiennes ont renvoyé deux ressortissants burundais vers leur pays d'origine entre le 1er avril et le 28 mai, et 653 Burundais séjournant actuellement au Canada font l'objet d'une mesure de renvoi, a appris La Presse.

De ce nombre, 52 sont visés par un mandat actif de renvoi de l'Agence des services frontaliers, ce qui signifie qu'ils sont recherchés parce qu'ils ne se sont pas conformés à l'ordonnance de quitter le territoire canadien.

Depuis l'annonce de la candidature du président burundais Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, le 25 avril, des manifestations quasi quotidiennes sont violemment réprimées par les forces de l'ordre, qui ont notamment tiré à balles réelles sur les protestataires.

«Je ne sais même pas où est ma famille, avec tout ce qui se passe au Burundi», a confié à La Presse Lydia Karire, une Burundaise vivant au Canada depuis 2002 et qui fait l'objet d'une mesure de renvoi.

Elle craint de retourner dans son pays d'origine en raison du contexte actuel, mais aussi parce qu'elle y a été violée à l'adolescence et que son agresseur n'a jamais été traduit en justice.

«Ça fait 13 ans que je suis ici, je n'ai commis aucun méfait, j'ai toujours travaillé, payé mes taxes, se désolé-t-elle. Je ne vois pas en quoi je suis un boulet pour le Canada.»

Convoqué par la police

Un Burundais renvoyé au début du mois de mai a été convoqué par la police burundaise deux semaines après son arrivée. Sa famille restée au Canada, qui désire garder l'anonymat par précaution, y voit la confirmation de ses craintes.

«Au Burundi, quand tu n'es pas avec le régime, il n'y a pas de demi-mesure», a indiqué à La Presse un autre Burundais dont un proche doit être renvoyé incessamment et qui craint des représailles.

«Le Canada ne se soucie pas du tout de ce qu'advient ces gens-là», déplore l'avocat d'Ottawa Jacques Bahimanga, lui-même d'origine burundaise.

«Renvoyer une personne dans le feu, comme ça, ce n'est pas possible», poursuit-il.

Le Conseil canadien pour les réfugiés, qui qualifie de «catastrophique» la situation au Burundi, «appelle le gouvernement canadien à imposer une suspension des renvois», comme c'est le cas pour une douzaine d'autres pays, ainsi qu'à accélérer les réunifications familiales, a indiqué à La Presse sa directrice, Janet Dench.

Déclarations contradictoires à Ottawa

La Presse a voulu savoir si le gouvernement juge qu'il est sécuritaire de renvoyer des gens au Burundi, mais le cabinet du ministre de la Sécurité publique, Steven Blainey, de qui relève l'Agence des services frontaliers, n'a pas répondu à la question.

«La décision de renvoyer une personne du Canada n'est pas prise à la légère», s'est contenté d'indiquer dans un courriel son porte-parole, Jean-Christophe de Le Rue.

«Nous sommes vivement préoccupés par l'escalade de la violence signalée au Burundi», avait pourtant indiqué le ministre des Affaires étrangères du Canada, Rob Nicholson, dans un communiqué diffusé le 14 mai, pressant les autorités burundaises «de s'acquitter de leurs responsabilités en matière de respect des droits de la personne et de sécurité publique».

Le gouvernement canadien recommande d'ailleurs «d'éviter tout voyage au Burundi», peut-on lire sur son site internet, et enjoint ses ressortissants qui s'y trouvent à «tenter de quitter le pays».

Pays vers lesquels le Canada n'effectue pas de renvois

- Afghanistan (depuis 1994)
- Irak (depuis 2003)
- République démocratique du Congo (depuis 1997)
- Somalie (certaines régions, depuis 2011)
- Bande de Gaza (depuis 2012)
- Syrie (depuis 2012)
- Mali (depuis 2013)
- République centrafricaine (depuis juin 2014)
- Soudan du Sud (depuis novembre 2014)
- Libye (depuis mars 2015)
- Népal (depuis avril 2015)
- Yémen (depuis mai 2015)

=====
=====
JUILLET 2015
=====
=====

[FRANCE] [SOCIETE CIVILE] [POLITIQUE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] / [CNARED] Lettre du FODIB au Président Ougandais Museveni 18 juillet 2015
<http://burundinews.free.fr/actualites/lettrefodibmuseveni15.pdf>

=====
=====

[BELGIQUE] [POLITIQUE] [SECURITE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI]
Belgique : Journée de solidarité en faveur des victimes du 3ème mandat
@rib News, 01/07/2015
Journée de solidarité en faveur des victimes du 3ème mandat présidentiel du Burundi
Chers compatriotes et amis du Burundi,
Vous avez sans doute suivi l'actualité de ces jours-ci sur notre pays « le Burundi ».

Au lendemain de la candidature à la présidence de Pierre Nkurunziza , président sortant, des manifestations spontanées ont été organisées dans la capitale Bujumbura, puis à l'intérieur du pays pour protester contre ce troisième mandat illégal. Cette candidature est en violation flagrante des accords de paix d'Arusha et de la Constitution burundaise. En témoignent les différentes déclarations de la communauté internationale, des églises et de la société civile.

=====
=====

[BELGIQUE] [POLITIQUE] [SECURITE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] Des Burundais venus de plusieurs pays réunis à Ciney en Belgique

@rib News, 19/07/2015

Conclusions et appel pour une large coalition en faveur de la Paix et de la légalité constitutionnelle
En date des 17, 18 et 19 Juillet 2015, sur invitation du Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise Politique et Humanitaire que traverse le Burundi (Belgique), des Burundais venus de plusieurs pays (Belgique, France, Hollande, Allemagne, Suisse, Italie, Canada) se sont réunis à Ciney en Belgique. Ensemble, nous avons procédé à un examen de la situation actuelle et l'évolution probable de la crise que traverse le Burundi. Nous constatons la gravité de la crise ainsi que le risque évident que la crise actuelle dégénère en une guerre civile au Burundi et en une déstabilisation de toute la région d'Afrique Centrale, voire un possible génocide.

[http://www.arib.info/communiqué_Seminaire_Diaspora_Crise_Burundaise.pdf](http://www.arib.info/communiqu%C3%A9_Seminaire_Diaspora_Crise_Burundaise.pdf)

=====
=====

[BELGIQUE] [POLITIQUE] [SECURITE][SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] Appel à une large concertation entre leaders politiques et société civile

@rib News, 05/07/2015

Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise que traverse le Burundi

Un régime dictatorial s'enracine à Bujumbura

A l'attention de tous les acteurs politiques et de la société civile au Burundi

Mesdames, Messieurs, Nous avons suivi la parodie électorale de ce 29 juin dernier. Il n'y a plus de doutes, le masque de la dictature vient de tomber. Celui qui a juré à deux reprises devant le peuple burundais respect et fidélité à la constitution, à l'accord d'Arusha et à l'unité du peuple burundais vient de franchir le rubicond. Sur les hauteurs de Bujumbura, la dictature est de nouveau proclamée. Lire l'intégralité de la Déclaration

=====
=====

SEPTEMBRE 2015

=====
=====

[FRANCE] [SPORT] Burundi / 34e édition de l'Enduro des sables – Femmes : Betty Kathami Murungi termine 2ème

En France, à Coutainville, à quelques KM du port de Brest, ce samedi 29 août 015 à 14 h 15, la 34e édition de l'Enduro des sables était lancée ... Il s'agit d'une course sur 10,6 KM aux abords de la mer sur le sable.

La compatriote burundaise Betty Kathami Murungi, vainqueur en 2014 de cette course, a été distancée à moins d'1 KM de l'arrivée par Ekaterina Shlyakhova (Russie) qui a terminé avec un chrono de 39'02".

Ekaterina Shlyakhova a reçu la médaille et son chèque de 600 EUR (soit 1 Millions BIF).

Voici les chronos des 5 premiers :

Femmes : 1. Ekaterina Shlyakhova (Russie), les 10 km en 39'02" ; 2. B. Kathamni-Murungi (Burundi), à 26" ; 3. D. Mykhailova (Ukraine), à 59" ; 4. E. Siard (Valognes), à 2'51" ; 5. E. Jamme (AS Tourlaville), à 3'20".

Le Burundi, pays des 3002 collines (et quartiers), a, toujours disposé de talents au niveau de la course de fond... Depuis 2005, les Burundi y a construit de nombreuses infrastructures sportives à travers toutes les provinces du pays, pour le bonheur de tous les jeunes talents amateurs prometteurs ... L'avenir promet !

DAM, NY, AGNEWS, le mardi 1 septembre 2015

=====

[FRANCE] [SPORT] Burundi / 34e édition de l'Enduro des sables : Willy Nduwimana termine 2ème September 1, 2015

En France, à Agon-Coutainville, à quelques KM du port de Brest, ce samedi 29 août 015 à 14 h 15, la 34e édition de l'Enduro des sables était lancée ... Il s'agit d'une course sur 14 KM aux abords de la mer sur le sable.

Le compatriote burundais Willy Nduwimana, ex-militaire et membre de la Légion étrangère d'Aubagne en France, avait mené la course jusque près de la fin. Mais Willy Nduwimana s'est fait doublé au sprint final par l'Ethiopien Tura Kumbi Bechéré.

Tura Kumbi Bechéré a reçu la médaille et son chèque de 700 EUR (soit 1,2 Millions BIF)

Voici les chronos des 10 premiers :

Hommes : 1. Tura Kumbi Bechere (Éthiopie) les 14, 6 km en 45'08" ; 2. W. Nduwimana (Burundi), à 4" ; 3. G. Hakizimana (Rwanda), à 35" ; 4. A. Ndemi (Kenya), à 46" ; 5. O. Moussa (Djibouti), à 1'06" ; 6. D. Kosgey-Chebii (Kenya), à 2'55" ; 7. J. Onami (Kenya), à 3'13" ; 8. V. Glukhov (Russie), à 3'20" ; 9. L. Saint-Amand (AS Pierrefitte), à 3'33" ; 10. R. Kiplimo (Kenya), à 3'56".

Le Burundi, pays des 3002 collines (et quartiers), a, toujours disposé de talents au niveau de la course de fond... Depuis 2005, les Burundi y a construit de nombreuses infrastructures sportives à travers toutes les provinces du pays, pour le bonheur de tous les jeunes talents amateurs prometteurs ... L'avenir promet !

DAM, NY, AGNEWS, le mardi 1 septembre 2015

=====

[FRANCE] [SPORT] Burundi / France – Semi-marathon Auray-Vannes : Vainqueur Abraham Niyonkuru à 01:03:20

A Auray-Vannes, dans le Morbihan en France (La Bretagne), ce dimanche 13 septembre 2015, le compatriote Abraham Niyonkuru a remporté la 41ème édition du semi marathon Auray-Vannes. Le semi-marathon consiste à courir sur route une distance de 21,097 Km.

5 000 au départ, les coureurs se sont lancés de Pluneret pour finir leur course au stade de Kercado à Vannes. Abraham Niyonkuru s'est imposé au sprint face au Kényan Mathew Sang Kibiwott. Il a terminé avec un chrono de 01:03:20, devançant Mathew Sang Kibiwott (01:03:22) et l'Éthiopien GEDAMU Getinet Mele (01:04:07). NDUWIMANA Willy a terminé en 6ème position à 01:04:26.

En 2014, Abraham Niyonkuru, Burundais, habite en France à Lille et était champion de France au Semi-Marathon.

Au Burundi, ces dernières années, de grands talents au niveau de l'athlétisme se font découvrir notamment sur les longs distances. Le Burundi est un pays qui compte plus de 3002 collines et quartiers. Les sportifs, comme les artistes burundais, sont devenus les icônes d'un Burundi qui désormais donne la place au rêve pour sa jeunesse [<http://burundi-agnews.org/sports-and-games/?p=15708>] .

DAM, NY, AGNEWS, le dimanche 13 septembre 2015

=====
=====

[SOCIETE CIVILE][SINDUMUJA]

...

#sindumuja

La campagne #Sindumuja sur les réseaux sociaux

http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2015/09/bdi_burundi_Sindumuja.pdf

Désormais beaucoup de parlementaires Burundi et de nombreuses associations de victimes souhaitent que le Burundi ajoute à ses outils législatifs – une loi sur le Génocide du Burundi -. Cette loi permettra à faire reconnaître rapidement le génocide du Burundi à l'ONU. Ainsi, cela facilitera le travail de la CVR Burundi. Il y a urgence car l'impunité démontre que, par exemple, pendant cette période électorale 2015 que le Burundi vient de vivre, que, nombre parmi les individus qui ont tenté le Renversement du Régime par Coup d'Etat [http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2015/09/Bdi_Burundi_Commission_enquete_judiciaire_mouvement_insurrectionnel_26avril2015.pdf], étaient des enfants de l'ancien régime dictatorial des Bahima (Micombero, Bagaza, et Buyoya) ou même tout simple des officiers (militaires et policiers) de cet ancien régime. Sur les réseaux sociaux, ces enfants de la Dictature Hima burundaise ont même lancé une campagne “#Sindumuja” [http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2015/09/bdi_burundi_Sindumuja.pdf] en référence à la manière dont leurs parents traitaient et identifiaient les victimes et les enfants des victimes du Génocide contre les Burundi sous la Dictature. Les enfants des victimes du génocide au Burundi, ne portaient pas une étoile jaune comme les juifs pendant la Shoah (1939 – 1945) ou le Génocide des juifs, ils étaient appelés par leurs bourreaux “fils ou fille d'-Umumenja-“. Le #Sindumuja permet – aux enfants de la dictature Hima – de se distinguer de l'autre Umumenja (les Burundi). Il s'agit d'un code de reconnaissance ou d'identification d'un groupe. Cela démontre l'urgence de cesser à la banalisation du génocide du Burundi. De plus, pendant cette période électorale, des média privés (nationaux et internationaux) ont utilisé des méthodes et des techniques de communications qui ont réussi à remonter les peurs des Burundi engrangés par le génocide du Burundi, ayant pour conséquence la fuite, de manière instantanés, de dizaines de milliers de Burundais vers les pays voisins (Tanzanie, RDC Congo, et Rwanda).

DAM, NY, AGNEWS, le mardi 22 septembre 2015

=====
=====

[BELGIQUE] [POLITIQUE] [SECURITE][SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI]
Manifestation contre Nkurunziza et Conférence publique samedi à Bruxelles

@rib News, 02/09/2015

INVITATION A UNE MANIFESTATION A BRUXELLES

http://www.arib.info/Invitation_manifestation_Bruxelles_5_9_15_fin.pdf

Le Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise Politique et Humanitaire que traverse le Burundi appelle à un vaste rassemblement en manifestation ce samedi 05 septembre 2015 au Rond-Point Schuman à Bruxelles de 14 à 16h, pour « Dénoncer le Coup d'Etat Institutionnel orchestré par Pierre NKURUNZIZA et consommé le 20/08/2015 ; les crimes politiques à grande échelle en cours contre tous les citoyens burundais opposés à cette usurpation des institutions républicaines par la clique de Nkurunziza et sa milice Imbonerakure. »

COMMUNIQUE no.3/2015.

Juste après la marche-manifestation de ce samedi 5 septembre 2015 à Bruxelles, le CNARED animera une conférence publique à l'Hôtel Marivaux, Avenue Adolphe Max 98, 1000 Bruxelles, de 16h30 à 19h30.

Venez nombreux déposer une pierre angulaire au chantier de la Restauration d'un Etat de Droit au Burundi.

(Sé) Pancrace CIMPAYE,
Porte-Parole Adjoint.

=====
=====

[SUEDE] [POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADC IKIBIRI] [MSD] / [CNARED]
RENCONTRE DE LA DIASPORA BURUNDAISE D'EUROPE ET DU CANADA EN SUEDE

Burundi news, le 08/09/2015

Par Gratien Rukindikiza

Les Burundais de plusieurs pays européens et américains sont organisés en diaspora et ont créé un Forum de la diaspora burundaise (FODIB). Ce samedi 5 septembre 2015, une rencontre des responsables de ces diasporas en Europe a eu lieu. Etaient présents les représentants de la Belgique, du Canada, de Danemark, de France, de la Grande Bretagne, des Pays Bas (naissance d'organisation en cours), de la Norvège et de la Suède.

La rencontre s'est faite dans le cadre du FODIB et était destinée à échanger sur la coopération entre les diasporas burundaises dans ces différents pays et aussi harmoniser les positions par rapport à la situation humanitaire et sécuritaires du Burundi. Les questions de financement des médias et des personnes blessées ont été analysées.

Soutien aux médias et aux personnes blessées

Le représentant de la diaspora burundaise en France RDBF a présenté la situation de la radio Inzamba au Rwanda et aussi la demande de ces journalistes d'un soutien financier pour que cette radio continue de nous informer. Rappelons qu'aucun média indépendant et libre n'émet plus à partir du Burundi. Tous les participants ont accepté le principe d'apporter un financement aux médias et les modalités pratiques seront analysées lors des réunions au sein du FODIB.

La question des blessés soignés dans des hôpitaux a suscité l'unanimité quant au financement d'une partie des besoins de ces malades. Il a été convenu que la maison Shalom dirigée par Maggy sera notre partenaire sur place au Rwanda et au Burundi.

CNARED, quelle position du FODIB?

Les participants ont longuement discuté sur la position du FODIB concernant le CNARED, cet organe politique regroupant les politiciens de l'opposition et la société civile du moins quelques membres. La position arrêtée est celle de ne pas soutenir le CNARED en tant que tel mais de soutenir toutes les bonnes intentions servant à ramener la paix au Burundi, le respect des accords

d'Arusha. La diaspora burundaise entrera en contact avec le CNARED pour savoir exactement leur vision car actuellement, les membres du FODIB ne sont pas au courant des projets du CNARED. Une rencontre rehaussée par la présence de Maggy de la Maison Shalom et Bob Rugurika, directeur de la RPA

La rencontre était présidée par le président du FODIB et en même temps président de la diaspora burundaise en Suède. Le FODIB avait invité deux grandes personnalités de la société civile burundaise à savoir Maggy et Bob Rugurika. Les deux personnalités ont participé à la réunion du matin des responsables des diasporas par pays et elles ont animé une conférence avec les Burundais de Suède l'après midi.

La rencontre de tout le public s'est déroulée l'après midi et il y avait plus de 300 personnes dans la salle.

Maggy, égale à elle même, a fait son exposé plein d'anecdotes, d'histoires vécues même tragiques mais racontées avec beaucoup d'humour. Elle a beaucoup passionné le public par ses paroles.

Le public aura remarqué que les questions sur la politique n'intéressaient pas Maggy. Le public a salué ses actions et son courage.

Bob Rugurika a ensuite exposé et a donné beaucoup de données chiffrées sur la crise actuelle. Il a apporté aussi sa lecture de l'évolution sécuritaire actuelle.

Plus de 800 cas d'exécutions extrajudiciaires connus depuis 2010.

Les victimes actuels de ce troisième mandat sont : 147 tués par la police et les milices imbonerakure, 700 blessés, 1 200 prisonniers arrêtés en raison des manifestations et contestations du 3^e mandat, 70 000 réfugiés au Rwanda, 78 000 en Tanzanie, 20 000 au Congo depuis les manifestations. 24 000 réfugiés sont à Kigali. On dénombre aussi 200 policiers tués. 50 journalistes ont fui le Burundi.

Un grand succès de la rencontre

La rencontre fut un grand succès. Tous les invités ont souligné la très bonne qualité de l'accueil des Burundais de Suède et surtout l'organisation de la rencontre. Ces qualités sont les conséquences de la grande cohésion de cette communauté même si elle est dispersée dans ce grand pays dont les distances ne découragent pas la volonté de se rencontrer.

Un grand succès surtout pour le chef des cérémonies, Mr Oscar Butare, président du FODIB.

Le FODIB est devenu un acteur incontournable dans la diaspora en Europe et bientôt en Amérique. Il a mené les manifestations contre le 3^e mandat à travers les pays de résidence. Il a mobilisé des fonds qui ont beaucoup contribué à soigner les blessés lors des manifestations.

=====
=====

[BELGIQUE] [POLITIQUE] [RELIGION] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI]

Belgique : trois jours de prières et louange pour le Burundi

@rib News, 21/09/2015

INVITATION

Du 9 AU 11 octobre 2015 les chrétiens et non chrétiens, Burundais et amis des Burundais sont conviés à trois jours de prières et louange.

Un avenir et de l'espérance, le Burundi en a besoin en ces moments. Ainsi nous prendrons du temps pour mettre le sort de notre pays dans les mains du Très haut. Venez nombreux et prévenez-nous de votre présence pour vous accueillir dans les meilleures conditions possibles.

=====
=====

OCTOBRE 2015

=====
=====

[BELGIQUE] [MODE] Mode : Leila NDABIRABE remporte le prix du « Best Belgian Model »
Oct 21, 2015 Akeza.net

Le mannequin burundais le plus en vue, la belgo-burundaise Leila NDABIRABE remporte le prix du « Best Belgian Fashion Model » offert par Marie Claire Belgique, un magazine féminin de mode et de beauté. Marie Claire Belgique avait lancé son premier Prix d'Excellence de la Mode en 2013. Après la réception du prix, le mannequin a partagé l'information sur les réseaux sociaux facebook et instagram avec le message « honorée de gagner le prix du Best Belgian Model ». « thank you Marie Claire Belgium », ajoute-t-elle, remerciant l'organisation

Le Groupe Marie Claire est l'un des groupes les plus importants de l'univers de la mode avec plus de 88 magazines, 500 salariés et une cinquantaine de sites internet dans le monde.

A Paris

Point d'orgue de la Fashion Week de Paris, les Prix d'Excellence de la Mode de Marie Claire sont un événement de la planète fashion. Remis lors d'une grande soirée, les neuf Prix, récompensant neuf lauréats pour l'excellence dans leur domaine, sont décernés par un jury international constitué de rédactrices de mode et de personnalités françaises.

Landry MUGISHA

=====
=====

[FRANCE] [POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [MSD]

Résistance pays bien aimé.

Burundinews, le 12/10/2015

Par Nestor Bidadanure

LE DESASTRE

Il arrive dans l'histoire des peuples des moments de grande douleur. La tyrannie s'empare du pouvoir, cultive la haine de l'autre, abolit les libertés publiques et organise le pillage sans vergogne des biens communs. A celles et ceux qui réclament le respect des lois et la dignité humaine, l'Etat répond par la violence et le meurtre. Bien armée, la dictature se croit maître du temps et de l'initiative. La raison de la force remplace la force de la raison et l'horizon s'assombrit. Face au désastre, la dignité humaine se soulève, le peuple refuse de courber l'échine : la résistance s'organise. Ainsi va le Burundi aujourd'hui. Les citoyens qui s'opposent pacifiquement à la violation de la Constitution et réclament le respect des droits humains sont pourchassés et assassinés sous les ordres du pouvoir.

Les médias citoyens qui dénonçaient les injustices et informaient le public de la marche du monde ont été attaqués et détruits par les agents de l'Etat. Rares sont les nuits qui ne sont ponctuées par les crépitements d'armes automatiques et les cris des victimes du terrorisme d'Etat. Il ne se passe de jour sans que la police boucle des quartiers populaires, oblige les citoyens à se terrer chez eux avant de faire irruption dans des maisons ciblées pour y arracher celles et ceux qui osent protester contre la tyrannie. Nuit et jour, les familles hurlent leur douleur, implorent les assassins de baisser leurs armes et de laisser tranquilles leurs enfants soupçonnés d'être des résistants, mais rien n'y fait. Les cris de détresse du peuple s'écrasent sur le mur d'indifférence et de haine d'un pouvoir qui n'a pas compris que chaque goutte de larme et de sang du peuple versée hâte sa chute finale. Chaque jour la liste des victimes des tortures et des exécutions extra-judiciaires ne cesse de s'allonger.

Parfois, les corps des victimes n'ont pas droit au repos : ils sont transportés la nuit dans des véhicules banalisés et jetés au bord des quartiers populaires qui refusent de se soumettre à la barbarie. Par ce spectacle macabre et inouï, la dictature espère dissuader le peuple de poursuivre son combat pour sa liberté. Pour avoir manifesté contre la violation de la Constitution, contre les crimes

économiques et humains, plus d'un millier de jeunes ont été arrêtés et sont actuellement enfermés dans des prisons surpeuplées où tout manque. Ils survivent dans des conditions infra-humaines. L'avilissement de l'être humain, telle est la pratique du régime actuel au Burundi. Comme si la corruption, le chômage et la faim infligés au peuple ne suffisaient pas, le pouvoir ajoute de jour en jour le pire au pire.

Tous les jours des jeunes gens sont enlevés des véhicules de transports en commun et emmenés vers des destinations inconnues. Tout jeune burundais est aujourd'hui menacé d'arrestation au motif qu'il pourrait être un guérillero. Pour connaître le lieu où sont détenus des proches et tenter d'obtenir leur relâche, les familles burundaises sont de plus en plus souvent obligées de payer des rançons aux policiers. Parce que leur pays offre un accueil humanitaire et digne aux réfugiés burundais fuyant la terreur, tout ressortissant rwandais est soupçonné d'être un soutien potentiel aux combattants de la liberté. Il ne se passe pas un jour sans que les citoyens rwandais résidant au Burundi ne soient malmenés par les services de renseignement. Trouver un alibi extérieur à une piètre et cruelle gouvernance intérieure en régionalisant le conflit tel est le rêve cynique du pouvoir burundais qui ne trompe pas l'observateur averti. Alors que les dirigeants de la communauté Est-Africaine parlent de développement et d'intégration régionale, le pouvoir burundais, lui, assassine son peuple et exporte non pas la richesse mais les réfugiés. A ce jour, plus de 200.000 citoyens burundais ont fui leur pays vers les pays voisins. Ils préfèrent l'exil à la terreur quotidienne des miliciens du pouvoir éparpillés sur les collines. Officiellement, une centaine d'opposants a été tuée par la police lors de la vague de protestations populaires contre la violation de la Constitution par le président Nkurunziza mais, en réalité, le nombre des victimes du terrorisme d'Etat est beaucoup plus important. « Safisha », nettoyer en langue Swahili, ou « Kumesa » en Kirundi, est le terme utilisé depuis quelques années par les chefs de la police pour ordonner la liquidation sans procès des opposants régulièrement enlevés.

Le pouvoir au Burundi tue le peuple à petit feu et sans faire de bruit. Si la communauté internationale n'y prend garde, elle risque de se retrouver demain devant un crime contre l'humanité dont elle aura été incapable de décoder à temps les signes précurseurs et les mécanismes d'exécution. Car la préméditation des massacres en cours au Burundi ne date pas d'aujourd'hui. On ne fabrique pas des milliers de miliciens en un jour. Depuis des années, alors que la communauté internationale dépensait des sommes importantes pour former des forces de l'ordre respectueuses de la loi et du citoyen, le pouvoir, lui, préparait dans l'ombre sa police et sa milice à tirer froidement sur un peuple sans arme ! Aujourd'hui, la police au Burundi est discréditée. Elle est devenue le symbole du crime et du racket contre les citoyens. Vais-je retrouver sains et saufs les miens ce soir ? Telle est, aujourd'hui, la hantise de chaque famille burundaise. Si vous avez la chance d'apprendre l'arrestation d'un membre de votre famille ou d'un ami, vous n'êtes pour autant pas sûr de savoir où il est détenu et s'il est en vie. N'ayant aucune information fiable sur le sort réservé aux proches, des familles des disparus vivent dans une angoisse permanente. Elles essaient de chasser l'idée qu'elles pourraient ne plus revoir qui un enfant qui un père ou un ami. Oui, le Burundi pleure ses enfants : la mère patrie réclame des héros pour essuyer ses larmes. Notre peuple est profondément blessé mais certainement pas vaincu.

=====

[BELGIQUE] [POLITIQUE] [SECURITE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] Appel en Belgique à la solidarité avec les familles éprouvées au Burundi @rib News, 05/10/2015

Suite aux informations au sujet des massacres et autres violations des Droits Humains survenus actuellement au Burundi, le comité de Solidarité et de Suivi de la Crise Politique et Humanitaire

que traverse le Burundi, basé en Belgique, « lance un appel à la solidarité de tous les Burundais et aux ami(e)s du Burundi pour une aide urgente afin de pouvoir soutenir les familles à inhumer les leurs dans la dignité. Vos dons seront acheminés et remis directement aux familles affligées à Bujumbura ».

=====
=====
[PAYS-PAS] [SOCIETE CIVILE] [POLITIQUE][ECONOMIE] Izere-Hollande organise le "Burundi-Dag 2015"

@rib News, 23/10/2015

I N V I T A T I O N

IZERE-HOLLANDE a organisé une « JOURNEE DE DEBATS SUR LE BURUNDI » à l'intention de la Diaspora Burundaise, des Amis du Burundi et de la Communauté Internationale dans la Province Flevoland à Lelystad aux Pays-Bas.

DATE : 24 Octobre 2015

ADRESSE : Centre Culturel « De Kubus -Lelystad » (à 500m de la Gare Centrale) Adresse: Agorabaan 3, 8224 JS Lelystad

THEMES : - Elections-2015 et Etat sécuritaire au Burundi

- Investissements dans les PME's + Renforcement de capacité / diaspora Burundaise (création des PME's : mission 2015-16)

- Situation des Burundais vivant aux Pays-Bas <http://www.arib.info/Bu-dag2015-invitation.pdf>

=====
=====
[BELGIQUE] [POLITIQUE] Assassinat de Ndadaye : Deux commémorations parallèles à Bruxelles

@rib News, 20/10/2015

● Invitation du Pouvoir (Ambassade du Burundi en Belgique)

L'Ambassade de la République du Burundi auprès du Royaume de Belgique, le Grand-Duché du Luxembourg et l'Union Européenne a l'insigne honneur d'inviter les Burundais et les amis du Burundi à la cérémonie de commémoration du 22ème anniversaire de l'assassinat du Héros de la démocratie, Son Excellence le Président Melchior Ndadaye.

Date : 21 octobre 2015 à 18 heures. Lire les détails

=====
=====
[BELGIQUE] [POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] / [CNARED] Assassinat de Ndadaye : Deux commémorations parallèles à Bruxelles

@rib News, 20/10/2015

● Invitation de l'Opposition (CNARED)

A L'occasion de la célébration du 22 ème anniversaire de l'assassinat de Son Excellence Melchior Ndadaye, héros de la Démocratie, le CNARED, invite les burundais ainsi que les amis du Burundi aux cérémonies qui auront lieu ce 21 Octobre 2015 à 17h30.

La messe en mémoire du héros à 17h30: Eglise Saint Roch, Chaussée d'Anvers no.60- 1000 Bruxelles (Accessible à pieds à partir de la gare du Nord). Lire les détails

=====
=====
[BELGIQUE] [POLITIQUE] Assassinat de Rwagasore : Deux commémorations parallèles à Bruxelles

@rib News, 11/10/2015

● Invitation du Pouvoir (Ambassade du Burundi en Belgique)

L'Ambassade de la République du Burundi auprès du Royaume de Belgique, le Grand-Duché du Luxembourg et l'Union Européenne a l'insigne honneur d'inviter les Burundais et les amis du Burundi à la cérémonie de commémoration du 54ème anniversaire de l'assassinat du Héros de l'indépendance, Son Altesse Royale le Prince Louis Rwagasore.

Date : 13 octobre 2015 à 18 heures - Lieu : Messe à l'Église Saint-Josse, Chaussée de Louvain 99 - 1210 Saint-Josse-ten-Noode. Lire les détails

=====
=====
[BELGIQUE] [POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] / [CNARED] Assassinat de Rwagasore : Deux commémorations parallèles à Bruxelles

● Invitation de l'Opposition (CNARED)

A L'occasion de la célébration du 54ème anniversaire de l'assassinat de Son Altesse le Prince Louis Rwagasore, héros de l'indépendance du Burundi, le CNARED, invite les burundais ainsi que les amis du Burundi aux cérémonies qui auront lieu ce 13 Octobre 2015 à 17h30.

La messe en mémoire du héros à 17h30 : Eglise Saint Roch, Chaussée d'Anvers no.60 - 1000 Bruxelles. Lire les détails

=====
=====
[FRANCE] [POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [MSD]

Burundi news, le 10/10/2015

NDUWAYEZU Eric

Rennes, le 09/10/2015

22, Rue de la Chalotais

35 000 Rennes

A Monsieur François Hollande, Président de la République française

Monsieur le Président de la République,

Je vous écris cette lettre pour vous exprimer ma très profonde douleur causée par le silence des grandes puissances politiques et économiques au moment où un dictateur-sanguinaire, Nkurunziza Pierre, exterme le peuple burundais.

Le Burundi vit des crimes contre l'humanité jour et nuit depuis le 26 avril 2015 dans l'impunité totale et sous le regard du monde entier. Ces crimes ont un commanditaire au sommet et une origine: monsieur Nkurunziza Pierre et son illégal 3ème mandat. La population qui a exprimé son opposition à la candidature d'un mandat inconstitutionnel se voit massacrer par la "police" et une milice composée de burundais et anciens génocidaires rwandais du FDLR que Nkurunziza a embauchés pour massacrer ses opposants. Avant que monsieur Nkurunziza s'autoproclame "Président" le 20 août de cette année-ci, des contestataires à ce mandat de malheur depuis le 26 Avril 2015, le lendemain de la déclaration publique de Nkurunziza pour un 3ème mandat anticonstitutionnel, ont été réprimés dans le sang. Des manifestants qui ont survécu à cette

répression subissent actuellement des enlèvements, assassinats, emprisonnements et tortures jamais connus au monde. Chaque jour, les gens découvrent des cadavres de jeunes, parfois mutilés et ou défigurés pour les rendre méconnaissables par les leurs. Ce système de crimes est la marque de fabrique de Nkurunziza Pierre depuis l'été 2005, date de son accession au poste de dictateur.

Monsieur le Président de la République française,

Nous, Burundais, nous demandons comment un peuple peut être massacré dans un silence de mort des pays qui pourriez arrêter Nkurunziza dans sa marche vers l'extermination de la population burundaise. Le Président Jacques Chirac dira: "Notre maison brûle et nous regardons ailleurs; nous ne pourrons pas dire que nous ne savions pas" (Sommet sur le climat: Afrique du Sud; septembre 2002) . Je cite sa phrase en cette période où les burundais sommes abandonnés dans les mains d'un sanguinaire, au vu et au su du monde entier sans qu'aucune institution internationale, une grande puissance, prenne des mesures efficaces pour freiner la machine répressive du sanguinaire dictateur Nkurunziza Pierre.

Monsieur le Président de la République française,

Veuillez me permettre de vous poser quelques questions:

1. Qu'est-ce qui justifie le manque de position claire de la France sur les crimes contre l'humanité par Nkurunziza Pierre sur des innocents, sur un peuple sans défense et pacifique?
2. Qu'est-ce qui explique le maintien des relations diplomatiques entre la France et le Burundi, un pays sans gouvernement légal depuis Août 2015? Monsieur le Président, la France, pays où a été signé la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, devrait clarifier sa position: son soutien ou son opposition à Nkurunziza Pierre depuis sa folle déclaration de se maintenir par la force et dans le sang que ses escadrons de la mort versent tous les jours. La position des pays démocratiques comme la France devrait être unanime: isolement total d'un criminel en retirant leurs corps diplomatiques et chasser tout envoyé -ambassadeur-, d'un Etat voyou comme celui de Nkurunziza Pierre.

Monsieur le Président de la République française,

Les cadavres qui jonchent les rues des quartiers de Bujumbura ayant manifesté leur opposition au 3ème mandat de Nkurunziza Pierre devraient rappeler la même scène des années 90, période d'avant le génocide au Rwanda. Les médias et les organisations internationales des droits de l'homme en parlaient. L'OUA et l'ONU s'étaient constituées en lâches et infatigables spectateurs. Après le génocide, ces organisations ont été les premières à venir verser des larmes de crocodiles sur des centaines de milliers de Rwandais assassinés alors qu'elles avaient la capacité d'éviter l'horreur, le droit et le devoir de protéger les opprimés. Est-ce que vous attendez, monsieur le Président de la République française, que les satellites vous présentent les mêmes images sur l'écran de vos postes téléviseurs dans vos salons? Que cela ne se reproduise plus jamais! Mais, si le silence manifesté par la communauté internationale face aux crimes contre l'humanité commis par Nkurunziza continue son cours, attendez-vous à des images pareilles.

Monsieur le Président de la République française,

Dans le petit coin de Bretagne où je me trouve, rien ne me différencie moralement de mes compatriotes militaires qui se battent en Centre Afrique et en Somalie pour le maintien de la paix dans ces deux pays. Monsieur le Président, quel militaire français resterait en Centre Afrique, Mali, Tchad, Afghanistan,...si leurs familles passaient tous les jours pris en otage par un assassin? Quel militaire français resterait au service d'un pays étranger au nom du maintien de la paix si la France n'en n'avait plus???

Monsieur le Président,

Veuillez comprendre ma peine! J'exprime ce que ressentons tous les Burundais meurtris par la cruauté d'un oppresseur que rien ne semble arrêter la folie. Le silence de l'ONU et des grandes puissances, la France comprise, m'ouvre la porte à ces hypothèses:

1. la présence des militaires burundais en Somalie; serait-elle le coût du silence de l'ONU face aux crimes commis par Nkurunziza et ses policiers sur des innocents?
2. la présence des militaires burundais en Centre Afrique; serait-elle le coût de votre silence et ou manque de position claire sur les crimes contre l'humanité que Nkurunziza Pierre a préparé et commet 7 jours sur 7? L'envoi des militaires Burundais au service des pays étrangers serait un

moyen de les éloigner pour exterminer leurs familles restées au Burundi. Leur service tend à devenir, petit à petit, un échec irréparable dans la vie du Burundi car les leurs sont massacrés par Nkurunziza Pierre et sa milice appuyés par les génocidaires rwandais (interahamwe et FDLR) présents dans les corps de défense et de sécurité burundais.

Monsieur le Président, depuis fin 1990 jusqu'en mars 1994, la regrettée Alison Des Forges, historienne américaine qui travaillait pour l'ONG Human Rights Watch avait usé de toutes ses forces pour prévenir au monde entier le pire qui allait s'abattre sur le Rwanda. Des signes annonçant le génocide n'ont pas été la préoccupation des organisations comme L'ONU qui avait tous les moyens d'éviter le génocide mais a préféré le silence. L'ONU et les grandes puissances avaient du personnel professionnel dans la recherche d'information mais cela n'a rien servi en faveur d'un peuple en danger d'extermination. Tous ceux qui avaient les moyens de protéger un peuple a choisi assister au dernier génocide du millénaire passé. Ce qui se passe au Burundi actuellement, dans l'indifférence du monde entier, est identique à ce qu'a vécu le Rwanda entre fin 1990 et mars 1994. Peut-être qu'on attend que des milliers de personnes tombent sous les coups du dictateur-sanguinaire, Nkurunziza Pierre, dans moins d'un mois? Il y arrivera car sa politique exécutée par ses agents est de tuer au moins une dizaine de personnes chaque nuit.

Monsieur le Président de la République française,

Je ne peux pas clôturer cette lettre sans revenir sur le rapport du Conseil de Sécurité des Nations Unies, numéro S/2009/603 du 23 Novembre 2009. Ce rapport détaille des relations très étroites entre le gouvernement de Nkurunziza (2008-2010) et des génocidaires rwandais FDLR et Interahamwe basés au Kongo; ces derniers avaient/ont une base arrière au Burundi. Le dictateur-sanguinaire, Nkurunziza Pierre, est une tumeur cancéreuse pour toute la Région des Grands Lacs africains. Il transformé le Burundi en réseau de recrutement et ravitaillement des FDLR en armes et médicaments. L'achat des armes au nom de la police burundaise pour les distribuer au génocidaires rwandais vivant au Kongo suffisait à lui seul d'infliger des sanctions très sévères à Nkurunziza Pierre et ses proches. L'intégration des génocidaires rwandais -FDLR et interahamwe- dans les corps de sécurité et de défense burundais par Nkurunziza se fait au su de tout le monde. Ce sont ces gens-là, inconnus dans la police et l'armée burundaises que Nkurunziza a engagés pour tuer à sang froid des burundais opposés à son illégal 3ème mandat. Les contingents burundais opérant en Somalie et Centre Afrique sont devenus un bouclier que Nkurunziza brandit devant l'ONU et la France pour continuer à exterminer des Burundais dans le silence et indifférence. Quel crime! Quelle lâcheté de l'ONU!

Monsieur le Président de la République française,

Si la France n'est pas pour les criminels, qu'elle suspende ses relations diplomatiques avec Nkurunziza Pierre dans les plus brefs délais jusqu'au rétablissement de l'ordre au Burundi! Que la France refuse de recevoir toute personne envoyée par Nkurunziza car cela démontrerait votre soutien au dictateur-sanguinaire. Les nôtres sont massacrés jour et nuit par les agents de Nkurunziza. Après la décapitation des 3 religieuses italiennes par les mêmes escadrons de la mort travaillant pour le compte du Sanguinaire burundais dans l'impunité totale, Nkurunziza se sent intouchable. Si la France ne se prononce pas en termes crus qu'elle se sépare du dictateur burundais, l'image de la France qui a abrité la signature de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme ne gardera plus sa place dans les mémoires des gens.

Espérant une bonne lecture que vous allez réserver à cette lettre, veuillez agréer, monsieur le Président de la République française, l'expressions de mes plus hautes considérations.

NDUWAYEZU Eric

=====
=====

[BELGIQUE] [POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [MSD] Burundi news, le 20/10/2015

COMMUNIQUE DE PRESSE DE L'AVOCAT BERNARD MAINGUIN

- ASSASSINAT DE CHARLOTTE UMUGWANEZA
- SIX CADAVRES RETROUVES DANS LA PROVINCE DE KAYANZA

Samedi 17 octobre, nous avons été informés que le corps sans vie de Charlotte Umugwaneza a été retrouvé sur la route RN1 vers Bugarama.

Cette dame était d'origine rwandaise, sa famille étant arrivée au Burundi dans les années cinquante. Elle était membre du comité exécutif de l'OLUCOME, office de lutte contre la corruption, dont le directeur général Ernest Manirumva avait été assassiné il y a quelques années. L'affaire Manirumva avait agité le Burundi car les enquêtes menées à l'époque avaient identifié les commanditaires de l'assassinat dans l'appareil d'état burundais. Un procès de lampistes avait été mené en son temps et pour la première fois dans l'histoire judiciaire, l'on avait vu les avocats des parties civiles et l'avocat du principal lampiste condamné, Hilaire Ndayizamba, s'insurger contre le verdict de la Cour de Bujumbura et réclamer que l'arrêt prononcé soit cassé afin qu'une enquête digne de ce nom soit menée et qu'un procès équitable soit mené.

C'est l'une des collaboratrices directes de feu Ernest Manirumva qui vient d'être assassinée. Elle était aussi une militante active du MSD.

Elle avait charge de famille, trois enfants et deux orphelins. Son mari est burundais.

Elle avait quitté son domicile en vue de préparer un déménagement, souhaitant quitter le quartier sans sécurité où elle résidait.

Le réseau d'informateurs a été avisé qu'elle avait été enlevée et qu'elle devait se trouver retenue aux services de la documentation... Depuis plus de nouvelles sauf ce corps à tout jamais torturé et abîmé par ses meurtriers.

Dans un premier temps, certains services officiels ont signalé que le cadavre retrouvé n'était pas celui de Charlotte.

Quelle naïveté lorsque l'on sait que des tests ADN permettent d'identifier aisément les personnes, qu'elles soient victimes ouassassins.

Face à ce type d'arguments méconnaissant les progrès de la science en matière criminelle, les autorités se sont rétractées.

Devant ce nouvel assassinat qui vient s'ajouter à la liste des victimes d'exécutions extrajudiciaires constitutives de crimes contre l'humanité, imprescriptibles en droit pénal, nous réclamons que Monsieur le Procureur général du Burundi sollicite l'assistance de services de police étrangers, dotés d'outils de recherche concernant l'ADN. Nous demandons à tous les membres de la communauté internationale, africaine d'abord et de la CPI et des Nations Unies ensuite, de déléguer une équipe d'enquêteurs de police capables d'effectuer les constatations scientifiques requises sur les corps des victimes mais aussi en d'autres lieux où l'on pourra effectuer des constatations nécessaires à la manifestation de la vérité, et ce indépendamment des témoignages qui restent à recueillir dans les règles de l'art.

Nous attirons une fois encore l'attention du Procureur général du Burundi sur sa responsabilité écrasante en cette période d'exécutions extrajudiciaires qui ne sont pas élucidées.

Nous rappelons que des dispositions pénales répriment les entraves aux enquêtes judiciaires.

Nous rappelons qu'en ne réprimant pas les auteurs, coauteurs et complices d'enlèvements, de tortures et d'exécutions extrajudiciaires frappant des civils et émanant d'autorités appartenant à l'appareil d'Etat, et constitutives de crimes contre l'humanité, le Procureur général, les membres du Parquet et les officiers de police judiciaire construisent un état d'impunité judiciaire qui contribue à l'appel au meurtre. La systématisation des enquêtes non élucidées et l'absence totale d'assistance aux familles de victimes, parties civiles, engagent la responsabilité de leurs auteurs.

L'équipe d'enquête qui soutient nos efforts, les témoins clandestins des assassinats, les avocats qui partagent la position des parties civiles, les parties civiles elles-mêmes, n'abandonneront jamais leur combat pour la vérité judiciaire. Elles n'hésiteront pas à réclamer l'arrestation des magistrats et policiers qui furent les premiers complices de ces crimes, fût-ce par leur passivité.

Nous demandons une fois encore, que de premières sanctions soient prises à l'encontre de ces personnes.

A l'heure où nous terminons ce communiqué, nous recevons une nouvelle information selon laquelle six corps auraient été retrouvés en province de Kayanza. Ceci reste à établir mais manifestement, la chaîne de commandement des exécutions extra-judiciaires au Burundi, échappe à tout contrôle ou intervention, tant préventivement que dans le cadre de la recherche et de la poursuite des crimes commis.

Pour notre part, nous continuerons notre travail pour que justice soit rendue pour ces crimes contre l'humanité.

Bruxelles, le 19 octobre 2015

Bernard Maingain

Avocat au Barreau de Bruxelles

Rapporteur au Tribunal Russell pour le Burundi sur les exécutions extrajudiciaires de civils par des autorités de l'appareil d'Etat ou par des groupements paramilitaires liés à l'appareil d'Etat

Tél. : 32.475.60.87.64.

e-mail : bm@xirius.be

=====
=====
NOVEMBRE 2015
=====
=====

[BELGIQUE][POLITIQUE][SECURITE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] Crise au Burundi : Marche-manifestation le 1er novembre à Bruxelles

@rib News, 30/10/2015

INVITATION A RENDRE HOMMAGE AUX VICTIMES DE LA CRISE BURUNDAISE

LE DIMANCHE 1 NOVEMBRE 2015 A BRUXELLES

A toute la diaspora burundaise de Belgique et des pays voisins;

A tous les amis du Burundi de la région d'Afrique Centrale et de partout ailleurs.

Le Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise Politique et Humanitaire au Burundi vous invite à venir nombreux pour:

1. Rendre hommage aux victimes de Nkurunziza et ses escadrons de la mort;
2. Réclamer des sanctions contraignantes contre la dictature de Nkurunziza par la communauté internationale afin d'endiguer les massacres et exactions à caractère génocidaire qui sont en cours au Burundi et cela au su et au vu du monde entier;
3. Réclamer la justice pour toutes les victimes de la barbarie et du terrorisme d'Etat qui se déroule actuellement au Burundi.

Consignes pour la manifestation : Lire les détails
http://www.arib.info/Invitation_manifestation_1_11_15.pdf

=====
=====
[BELGIQUE][POLITIQUE][SECURITE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI]

Mobilisation à Bruxelles en hommage aux victimes du régime Nkurunziza

@rib News, 02/11/2015

Crise burundaise : « Malgré les souffrances, gardons l'espoir »

Reportage de Jérôme Bigirimana

Des centaines de Burundais de la diaspora et leurs amis étaient réunis ce dimanche à Bruxelles pour rendre hommage aux victimes du pouvoir illégitime de Pierre Nkurunziza, appeler à plus de mobilisation au retour à la paix et surtout réclamer justice.

Autour du comité de suivi de la crise que traverse le Burundi, les Burundais de Belgique et des environs ainsi que les amis du Burundi étaient venus habillés en noir, une bougie à la main, en lien au deuil dans lequel sont plongées des familles burundaises depuis plusieurs mois, consécutivement à la contestation du 3^e mandat de Nkurunziza.

Ils se sont d'abord rassemblés devant le Palais de Justice à Bruxelles, pour réclamer la justice face aux atrocités, aux exactions commises par le pouvoir Nkurunziza, une violence inouïe mais qui reste impunie jusqu'à présent. Plusieurs avocats dont Me Bernard Maingain se pencheraient sur ce dossier.

« Nous disposons de multiples témoins et autres éléments de preuve et il appartient à la communauté internationale de nous aider pour que les preuves récoltées soient patiemment et sagement consignées et préservées. Les équipes d'avocats constituant le collectif des parties civiles sont en voie de constitution et ce processus est irréversible. Il ne s'arrêtera pas et nous serons tous à la barre pour que la voix des martyrs de la République soit entendue. Si jamais la communauté internationale ne nous aide pas pour que concrètement justice soit faite, elle portera à nouveau une responsabilité ineffaçable dans cette tragédie qui se déroule sous les yeux de tous », extrait du message envoyé par Me Maingain et lu au public.

Dans un autre discours émouvant prononcé par Mames Bansubiyeko, le coordonnateur du comité de crise, a fustigé l'inertie de la communauté internationale qui tarde à prendre des sanctions concrètes contre le pouvoir de Nkurunziza. Il n'a cependant pas oublié de saluer la position ferme et cohérente prise par la Belgique, l'exclusion récente du Burundi de l'accord AGOA par les Etats-Unis, la menace de sanctions par l'Union Européenne et la position de l'Union Africaine.

Bansubiyeko s'est dit également indigné par la récente élection du Burundi au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à New-York. [Voir la Vidéo de l'intégralité de son discours]

Du Palais de Justice, les participants se sont ensuite dirigés vers le lieu de recueillement et d'hommages, où les représentants catholique et musulman ont exhorté l'assemblée à rester solidaires et à garder de l'espoir malgré les souffrances.

Pour Gaspard Kirombo, représentant de la confession catholique, les souffrances dans lesquelles les Burundais se trouvent actuellement sont légitimes, mais à celles-ci, il faut ajouter de l'espoir.

« Malgré les souffrances, il faut garder l'espoir que la mort ne peut pas tout abîmer. Il faut continuer la prière dans l'espérance. Ce qui se passe, ce n'est pas Dieu qui le fait mais nous espérons que nos martyrs ne sont pas partis pour rien. Continuons le deuil tout en soutenant les familles qui perdent les leurs », a exhorté Kirombo.

Latif Rukara, de confession musulmane, a quant à lui, appelé à partager la souffrance. Mais surtout, exercer sa foi. « Nous savons tous que nous sommes dans un pays [le Burundi] où la foi a une grande importance et c'est aujourd'hui que cette foi doit être mis en exercice. Si tout le monde appliquait ses intentions de foi, si tout ce qui se dit chaque weekend est appliqué, je crois que le Burundi sera en bonne voie. Prions pour toutes ces victimes, prions pour un monde meilleur et surtout prions pour que toutes ces souffrances s'arrêtent le plus rapidement possible »

C'est dans la même salle que s'est tenue ensuite une conférence publique, rehaussée par le président du CNARED, Hon. Léonard Nyangoma accompagné d'autres membres du directoire de ce conseil pour la restauration de l'accord d'Arusha et la démocratie au Burundi.

Cette conférence, animée par les différents membres du comité de suivi de la crise burundaise, vise à plus de mobilisation à la solidarité avec le peuple burundais qui affronte chaque jour les dérives totalitaires des forces du mal autour de Nkurunziza.

Le comité de suivi se positionne comme une alternative à la société civile burundaise aujourd'hui en persécution et en débandade suite à son positionnement vis-à-vis du 3^e mandat de Nkurunziza.

Selon les interventions de chacun des membres de ce comité, il ressort que ce dernier mène un travail considérable de mobilisation et de lobbying auprès des institutions belges et européennes.

Cependant, il reste confronté au problème de moyens très limités. Mais aussi, son statut de société civile l'empêche parfois d'aborder ou de répondre à certaines questions liées à l'avenir politique du Burundi après Nkurunziza. D'où nécessité de collaborer avec le CNARED sur certains aspects. Enfin, le comité est aussi souvent obligé de travailler dans la prudence et la discrétion. Parce que, semble-t-il, certaines personnes pro-Nkurunziza, ces gens « qui mangent avec le loup mais qui pleurent avec le berger », seraient présents aussi en Europe.

Dans la salle, les participants, dans leurs interventions, ont essentiellement suggérer au comité de crise, d'envisager plus d'actions de mobilisation de fonds, à élargir le champ d'action en intégrant les autres diasporas et les fonctionnaires internationaux, à plus de solidarité et de cohésion entre les burundais, etc.

Profitant de la présence du président du CNARED qui revenait du concave du directoire du CNARED tenu à Bruxelles, durant tout le weekend dernier, Arib.info s'est entretenu avec Léonard Nyangoma sur ce que les Burundais peuvent attendre de ces réunions du CNARED :

« Ce qui peut rassurer les Burundais, c'est la détermination des membres du CNARED de continuer la lutte, de mobiliser l'ensemble du peuple burundais. On ne voit pas un retour en arrière ou une marche sur place. Non, ils sont déterminés. Ce qui nous pousse aussi à espérer c'est que les actions que nous sommes en train de mener portent de plus en plus des fruits notamment certaines actions diplomatiques. Actuellement, Nkurunziza est isolé, encerclé diplomatiquement et politiquement. Je ne pense pas qu'il va s'en sortir ou qu'il puisse tenir longtemps. C'est maintenant question de jour. Je ne connais pas quelque part dans un monde où une dictature a résisté au peuple qui la rejette. Autre chose très importante : c'est la première fois dans l'histoire du Burundi où toutes les composantes [ethniques] se sont levées tous pour rejeter le système Nkurunziza. Nkurunziza doit savoir que notre détermination à lui barrer la route à son régime augmente de jour en jour »

=====

[BELGIQUE][SECURITE] Quatre Burundais lourdement condamnés en Belgique pour trafic de drogues

L'Avenir, 4 novembre 2015 - Belga

TC Nivelles - Jusqu'à six ans de prison ferme pour un trafic de drogue d'ampleur internationale

Le tribunal correctionnel du Brabant wallon a condamné mercredi Jean-Luc N., un Anversois de 37 ans, à six ans de prison ferme. Ses complices Yves K., Loyis M et Amédée B. écopent respectivement de cinq ans de prison avec un sursis pour ce qui excède trois ans, de trois ans

d'emprisonnement avec un sursis pour ce qui dépasse la détention préventive et de trois ans de prison avec un sursis pour la dernière année. Les quatre hommes, tous d'origine burundaise, sont impliqués dans un trafic international d'héroïne et de cocaïne en 2014 et 2015.

Jean-Luc N., déjà condamné en Belgique et en Italie pour des faits semblables, organisait des voyages et recrutait des passeurs pour faire circuler de la drogue pratiquement dans le monde entier. Les enquêteurs qui ont réalisé des écoutes téléphoniques se sont aperçus que le trafic passait par le Burundi, l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, ...

L'homme s'est défendu en affirmant que les conversations codées interceptées par la police se rapportaient à un commerce de voitures, d'habits et de poissons séchés. Le tribunal a estimé que cette version n'était pas crédible.

Elle l'était d'autant moins que les voyages évoqués dans les conversations téléphoniques ont permis aux enquêteurs d'intercepter des passeurs et de saisir 2,3 kg de cocaïne à la frontière entre la Suisse et l'Italie, et 7,5 kg d'héroïne à Zaventem.

=====
=====

[BELGIQUE][POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] Des burundaises en exil saluent "le courage du gouvernement belge"

La Libre Belgique, 12 novembre 2015

Burundi : la Belgique donne le ton

Opinions - Juliette Nijimbere et Justine Nkurunziza, mouvement des femmes et filles burundaises pour la paix et la sécurité.

C'est un signe encourageant de constater que le gouvernement belge a suivi avec une attention soutenue la préoccupante situation au Burundi depuis la décision de Pierre Nkurunziza de briguer un 3e mandat illégal et anticonstitutionnel, et ce, malgré les accusations, les déclarations incendiaires, les violations quotidiennes des droits de l'homme et des agissements du gouvernement illégal de Bujumbura contraire aux principes des droits humanitaires gouvernant les conflits ainsi que la violation flagrante des principes régissant le droit des relations diplomatiques interétatiques envers son partenaire historique et privilégié.

Nous profitons de cette occasion pour saluer le courage du gouvernement belge d'avoir donné le ton à la communauté internationale en dénonçant le contexte actuel du Burundi, marqué entre autres par des exécutions extra-judiciaires incessantes et innommables notamment des personnes proches de l'opposition, une violation sans cesse croissante des droits de l'homme en général, un recul des principes démocratiques et une détérioration effarante des conditions socio-économiques de la majorité de la population. Il s'en est suivi le ralliement du Conseil de sécurité des Nations Unies, de l'Union africaine et l'Union européenne, et d'autres partenaires du Burundi, à quelques jours d'intervalle, qui ont fait des déclarations et pris d'importantes décisions à l'égard de Bujumbura afin de pousser les autorités burundaises à accepter de discuter avec les autres acteurs nationaux, cela dans l'espoir de mettre fin aux violences et surtout, d'éviter le génocide.

Le Mouvement des femmes et filles burundaises pour la paix et la sécurité déplore l'attitude malheureuse et irresponsable des autorités burundaises qui, au lieu d'assumer leurs responsabilités envers le peuple burundais, ont cherché des boucs émissaires et versé dans des accusations, des déclarations incendiaires et des agissements inamicaux et irresponsables envers le partenaire historique et privilégié du Burundi.

Le Mouvement des femmes et des filles burundaises pour la paix et la sécurité se désolidarise totalement avec cette position ingrate de ces dirigeants irresponsables et affirme avec reconnaissance que le peuple Burundais est bien conscient de l'amitié et de la solidarité de la Belgique à son égard.

Le Mouvement des femmes et filles burundaises pour la paix et la sécurité soutient sans réserve la proposition des négociations inter-burundaises inclusives, ainsi que toutes les mesures concrètes et

courageuses prises par la Belgique pour contraindre les décideurs du pouvoir illégal en place à engager de manière urgente, les pourparlers avec tous les protagonistes de la crise actuelle.

Nous exhortons le gouvernement belge à continuer de suivre de près l'évolution de la situation au Burundi, surtout en cette période marquée par les appels à la haine - qui constituent une incitation à la discrimination ethnique et politique ainsi qu'une incitation à l'hostilité et à la violence - proférés par le Président Pierre Nkurunziza, son porte-parole Pascal Nyabenda; le Président du parti CNDD FDD Gélase Ndabirabe ainsi que le Président du Sénat Réverien Ndikuriyo.

La détérioration de la sécurité ainsi que la multiplication des actes de violence et d'atteinte aux droits de l'homme font peser une sérieuse menace sur la paix et la stabilité du pays et de la région tout entière. La récente déclaration incendiaire du président du Sénat lors d'une réunion avec les chefs de quartiers de la ville de Bujumbura (le 31 octobre dernier) ainsi que celle du Président de la République du Burundi adressée à la population burundaise (le 2 novembre), sont des étapes qui annoncent une descente aux enfers qui ne doit pas être fatale : il faut porter secours aux populations burundaises.

=====
=====

[BELGIQUE][POLITIQUE][RELIGION] Des Burundais de Belgique invitent à une prière eucharistique pour le Burundi

@rib News, 15/11/2015

Invitation

Dans l'intention de demander au Seigneur de sortir le Burundi de la violence et de la crise dans lesquelles il s'embourbe, la Communauté chrétienne des Burundais de Liège, en collaboration avec l'Abbé Jean -Chrysostome NIYONGOMA, vous invite à se joindre à elle pour la prière eucharistique ce 05 décembre 2015, à 14 heures dans l'Église Saint François de Sales, rue Jacob Makoy, 34a, 4000 Liège.

Après cette prière eucharistique, il est prévu un moment de convivialité et de retrouvailles dans la salle située au n°172, rue Comhaire, 4000 Liège, non loin de l'église ci-haut citée, où des boissons seront prévues à un prix symbolique.

=====
=====

[CANADA][POLITIQUE][SECURITE] [SINDUMUJA]

Les « SINDUMUJA » du Canada assument leur noble combat contre les dérives totalitaires d'un pouvoir illégal et illégitime

Agence BUJUMBURA News (Burundi) / 13 novembre 2015

@Lors d'une manifestation contre le 3ème Mandat illégitime de Pierre Nkurunziza à Ottawa

Depuis le lancement officiel de notre organisation, l'Alliance des Burundais du Canada, ABC en sigle, en date du 10 octobre 2015, des messages de soutien et d'encouragement ne cessent de nous parvenir. Ces gestes d'amitié sont d'une grande valeur pour une organisation naissante et qui tient à fédérer toutes les bonnes volontés et toutes les bonnes initiatives en vue d'accroître son image de marque au Canada, mais aussi et surtout celle de tous les Burundais épris de paix, de démocratie et de justice, où qu'ils se trouvent.

Ce qui nous rend encore plus heureux et nous remplit d'espoir et d'optimisme, c'est que tous ces soutiens se rencontrent dans toutes les communautés ethniques, religieuses et de genre. Inutile donc de souligner davantage que tout cela nous va droit au cœur et contribue à renforcer notre détermination à servir les burundais à travers des activités de développement intégral tout comme la

défense de leurs intérêts, sans oublier la promotion de notre culture, tout en veillant à ce qu'elle s'inscrive dans le renforcement de la diversité à la canadienne.

Nous nous engageons donc, en tant qu'alliance, à tout mettre en œuvre pour que la confiance de tous ceux qui croient en nous et qui se retrouvent dans nos actions ne soit jamais trahie. Il sied aussi d'ajouter, comme cela a été précisé lors du lancement de notre alliance, que la polémique n'aura jamais de place dans nos propos quelles que soient les stratégies et stratagèmes de ceux qui tiennent absolument à nous y entraîner.

Nous tenons donc à réaffirmer le respect de notre inévitable rendez-vous avec l'histoire, elle qui est patiente et juste et qui n'a pas la mémoire courte.

La charge sémantique de « Sindumuja »

Nous évoquons ce qui précède car, nous sommes outrés de constater que malgré la bonne foi qui nous anime et la volonté d'aller de l'avant sans aucune intention de laisser personne derrière, malgré les embûches de toutes sortes, notre petite visibilité semble créer ombrage à certains.

Ces derniers n'hésitent pas à nous coller le sobriquet de « SINDUMUJA » très en vogue au pays des mille collines. Le vocable, pour celui qui en saisit le sens profond n'a en principe, rien d'insultant, au contraire. Les gens qui l'utilisent pour nous nommer si abjectement et par dérision, font exprès de lui ôter, au demeurant, son sens originel de vaillant patriote qui refuse l'avilissement et l'esclavage. Ils s'en usent de manière condescendante comme s'il s'agissait d'une insulte et c'est d'ailleurs pour cette raison que toute personne désignée sous ce vocable au Burundi est un candidat à la mort.

Nous rappelons à toutes fins utiles que plus de 200 personnes ont déjà été tuées par la police depuis le mois d'avril 2015, dont une soixantaine au cours de ces trois dernières semaines, comme l'indique le Haut commissariat des droits de l'homme des Nations Unies.

Tout jeune soupçonné d'avoir manifesté contre le troisième mandat de Pierre Nkurunziza est pourchassé, « Sindumuja » étant devenu le nom commun de toutes ces vies; celles de hutus et de tutsis confondus qui sont sacrifiées sur l'autel de la haine et de l'intolérance.

Ce nom serait susceptible d'engendrer la même horreur; le même carnage au Canada, si ce pays n'était pas un état de droit qui ne peut aucunement servir de sanctuaire aux malfaiteurs et sanguinaires de tout acabit. C'est pour cette raison qu'il nous est parfois difficile de comprendre comment toutes les valeurs positives du Canada que sont le respect des droits de l'homme et de la diversité culturelle, la tolérance, la démocratie, pour ne citer que celles-là, n'arrivent pas à être une source d'inspiration pour eux.

Nous comprenons tout aussi difficilement comment il ne leur vient jamais à l'esprit que faire l'apologie du crime, de l'intolérance, de l'exclusion et de la démesure dans la gestion des affaires publiques, c'est bel et bien aller à l'encontre des valeurs qui fondent l'identité du Canada en tant que pays d'adoption!

En un mot, soutenir un dictateur qui sème la terreur et la désolation; un fossoyeur de la démocratie et des droits humains, est contraire à la morale humaine qui, en principe, consacre « le sacre du citoyen » pour reprendre l'expression de l'historien français, Pierre Rosanvallon.

Les cas sont aussi légion où nos membres se font calomnier sur le web par des gens qui, sous le couvert de l'anonymat, les traitent de tous les noms, leur unique faute étant principalement d'avoir manifesté au grand jour contre le troisième mandat illégal et illégitime du Président Pierre Nkurunziza.

Nous en voulons pour preuve un article publié en date du 4 juillet 2015 sur le site d'Ikaze Iwacu et intitulé: « Canada: la déstabilisation du Burundi à partir du Canada par des SINDUMUJA »; article à travers lequel des Burundais innocents dont la quasi-majorité sont membres de notre alliance, sont accusés de soutenir une soi-disant rébellion.

Malgré cette accusation grotesque et malveillante, tout burundais de bonne foi, y compris parmi ces professionnels du mensonge et de la désinformation, est pertinemment convaincu que l'objectif de cette malheureuse sortie médiatique n'avait d'autre but que celui de livrer les personnes citées à la vindicte populaire, une denrée qui se vend bien chez les Imbonerakure et leurs maîtres idéologiques.

Nous passons sous silence d'autres écrits aussi honteux qu'inexactes à travers lesquels l'on a semblé indiquer que manifester contre le troisième mandat de Nkurunziza est non seulement un acte de lèse-majesté, mais aussi et surtout insurrectionnel, même quand la permission de le faire a bel et bien obtenue auprès des autorités compétentes.

A titre d'exemple, chaque fois que nous avons organisé une manifestation qui rassemblait, parfois, des centaines de burundais de toute ethnie, engagés et fiers d'exercer leur droit le plus élémentaire dans des pays où on respecte le droit d'expression, cela a profondément ulcéré les inconditionnels thuriféraires de Pierre Nkurunziza et ses oligarques.

@Une contre-manifestation organisée par les pro 3ème Mandat illégitime de Pierre Nkurunziza à Ottawa

Très récemment encore, et cela est quand même courageux si pas téméraire, pas plus de vingt soutiens de Nkurunziza au Canada, et ici encore le nombre est devenu quasi invariable, sont venus jouer aux contre-manifestants. Nous avons minimisé l'incident car nous n'étions pas tentés par la confrontation.

Résultat tout de même et ironie du sort: leur présence n'a été perçue que par eux-mêmes.

Autre fait narcissique s'il en est, une petite vidéo d'autoglorification sera produite sur place, à la va-vite, sans doute pour convaincre Bujumbura du soutien qu'il est en droit d'attendre de ses inconditionnels du Canada.

« Tu es la prochaine victime »

Le week-end dernier, un membre a été menacé verbalement d'être la prochaine victime du troisième mandat, l'expression utilisée ayant été: « Ni wewe tuzoherako » (C'est par toi que nous allons commencer, traduction presque littérale de: « Tu es la prochaine victime ») pour avoir garé sa voiture afin de « contempler » une marche manifestation d'une douzaine de personnes: des gens, toute honte bue, qui éprouvaient une fierté sublime et qui poussaient leur culot à l'extrême en brandissant une photo de Pierre Nkurunziza.

De quoi avaient-ils donc honte en dissuadant les gens de les regarder, alors que manifester c'est, en principe, nourrir le regard des passants tout en attirant leur attention sur ce que l'on montre et assume.

© Alliance des Burundais du Canada, ABC

13 novembre 2015 in Rédaction.

=====
=====

DECEMBRE 2015

=====
=====

[BELGIQUE][POLITIQUE][SECURITE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] Pour la Comité de suivi, la FOREBU apparaît comme solution à la crise burundaise

@rib News, 29/12/2015

Constats et prise de position du Comité de Solidarité et de Suivi de la crise en cours au Burundi

En date du 28 Décembre 2015, le bureau de coordination du Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise que traverse le Burundi s'est réuni en vue:

- D'évaluer l'ensemble des actions et initiatives menées au cours de cette année et d'élaborer un agenda prévisionnel pour l'année 2016.

- D'analyser l'ensemble des derniers développements susceptibles d'influer sur l'évolution de la crise burundaise.

- D'apporter un éclairage global à l'ensemble de la Communauté Burundaise, Africaine et Internationale sur les derniers événements et plus particulièrement : Lire la suite de la Déclaration <http://www.arib.info/communique-du-Comite-de-Solidalite-et-de-suivi-%2028dec2015.pdf>

...

Le Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise burundaise vient d'apprendre par les médias la naissance d'une structure de résistance politico-militaire qui serait issue des forces armées burundaises, et qui serait dénommée la «FOREBU». Nous actons que dans le communiqué rendu public à cet effet, la FOREBU affirme vouloir protéger la population et exige le respect des Accords d'Arusha.

Si tel est le cas, cette initiative constituerait une réponse positive à l'appel que le Président Obama a lui-même adressé à l'ensemble des burundais et plus particulièrement aux forces armées burundaises le 13 novembre dernier...

=====
=====

[CANADA] [POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [MSD] Diaspora : La mobilisation continue en mémoire des victimes dans la crise Burundi

Radio-Canada, 27 décembre 2015

Regina : rassemblement pour alerter l'opinion publique sur la situation au Burundi

Un peu plus d'une douzaine de membres de la communauté burundaise de Regina se sont rassemblés samedi devant le palais législatif de la Saskatchewan, en mémoire des victimes d'une attaque survenue ce mois-ci dans leur pays d'origine.

Plus de 80 personnes ont été tuées lorsque des assaillants non identifiés ont attaqué trois installations militaires. Des groupes de défense des droits de la personne ont accusé les forces de la sécurité du Burundi de meurtres injustifiés dans une opération de contre-insurrection menée après cette attaque. Le gouvernement s'en est défendu.

« La communauté a remarqué que les choses commençaient à devenir graves au niveau du nombre de morts, au niveau des massacres », explique le président de la communauté burundaise de Regina, Jean de Dieu Ndayahundwa. « On ne peut plus rester sans parler, donc on s'est dit qu'il fallait faire quelque chose pour mobiliser la communauté afin qu'elle sache ce qui se passe au Burundi dernièrement. »

« Les civils ont besoin d'être protégés, et c'est le message que nous souhaitons envoyer », explique un des participants, Valery Muwintore. Il dit que la communauté burundaise de Regina est inquiète de voir une escalade de la violence, comme ce fut le cas il y a deux décennies au Rwanda voisin.

Valery Muwintore souhaite que l'ONU et le gouvernement canadien interviennent dans la crise.

=====
=====

[BELGIQUE][POLITIQUE][SECURITE] [SOCIETE CIVILE] [UPRONA] [ADCIKIBIRI] Des Burundais de Belgique appellent à intervention militaire au Burundi

@rib News, 15/12/2015

Comité de Solidarité et de Suivi de la Crise que traverse le Burundi

Appel à la conscience internationale pour arrêter les crimes en cours au Burundi

Depuis le mois d'avril, la dictature de Mr Nkurunziza a démontré sa détermination à verser massivement le sang de tout un peuple. Depuis ce jeudi 10 décembre 2015, un nouveau palier vient d'être franchi dans la mise à exécution du plan macabre pour imposer son pouvoir anticonstitutionnel. A l'évidence des actions de grandes envergures sont menées par la dictature de Nkurunziza pour massacrer plus particulièrement les jeunes qui ont contesté la violation des Accords d'Arusha et de la Constitution.

<http://www.arib.info/comite-crise-COMMUNIQUE-15-Decembre-2015.pdf>

=====
=====
[BELGIQUE][POLITIQUE] [SOCIETE CIVILE] [ADCIKIBIRI] 81ème anniversaire de la naissance de feu l'Abbé Michel Kayoya

@rib News, 13/12/2015

« Que nous dit Michel Kayoya dans la crise que nous traversons aujourd'hui ?

Par Joseph Ntamahungiro

Introduction aux échanges-débats du 12 décembre 2015 à l'occasion de la Commémoration du 81ème anniversaire de la naissance de feu l'Abbé Michel Kayoya

Abbé Michel Kayoya : Un homme courageux et intègre

Dans la préface consacrée à la réédition de ses deux livres par Editrice Missionaria Italiana, Mgr Joachim Ntahondereye, évêque de Muyinga et ancien membre du Centre d'Etudes Michel Kayoya, écrit :

Lire la suite et l'intégralité de l'Analyse http://www.arib.info/index.php?option=com_content&task=view&id=13576&Itemid=70

=====
=====
[BELGIQUE][SOCIETE CIVILE][POLITIQUE][UPRONA][ADCIKIBIRI] Forum des Diasporas Burundaises

(Belgique, France, Danemark, Norvège, Royaume-Uni et Suède) "FODIB"

E-mail: fodib14@yahoo.fr

Suède, le 17 décembre 2015

A Monsieur BAN KI MOON

Secrétaire Général de l'ONU

New York, USA

Objet: Demande de secours urgent en faveur de populations burundaises en détresse.

Monsieur le Secrétaire Général,

Nous, les membres de la Diaspora burundaise d'Europe, vous adressons tous nos compliments et vous prions de bien recevoir nos doléances.

A l'aube de ce vendredi 11 décembre 2015, quatre camps militaires de Bujumbura ont été attaqués par des groupes armés non identifiés.

Au lieu de poursuivre les hommes armés partis avec l'arsenal militaire des dits camps, les forces gouvernementales (composées de militaires

et des policiers) ont investi plusieurs quartiers de Bujumbura dits «contestataires», terrorisant les populations par des tirs et des explosions. Ainsi, plusieurs jeunes gens, surtout des adolescents de la capitale ont été enlevés.

Deux jours après cette attaque, les policiers avec la milice Imbonerakure ont tué plus de 500 jeunes dans les différents quartiers.

Les familles n'ont pas le droit d'enterrer les leurs et ils sont jetés dans des fosses communes.

Monsieur le Secrétaire général, l'argent de l'AMISOM et des militaires en République Centrafricaine est aussi responsable des massacres au Burundi. En effet, Nkurunziza prélève sur les salaires desdits militaires, soit 200 dollars par militaire et par mois.

Avec cet argent, Nkurunziza rémunère et encourage ses miliciens qui massacrent beaucoup de jeunes. C'est cet argent également qui

sert à offrir des primes d'encouragement aux militaires qui s'impliquent davantage dans ces massacres du peuple burundais.

...

<http://burundinews.free.fr/actualites/FODIBBan%20Ki%20Moon.pdf>

Pour le forum des diasporas burundaises «FODIB»

Oscar Butare, Président

=====
=====